

Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière

Cette section du Rapport annuel présente l'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière de la Banque pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2003. Les données y sont exprimées sur la même base que les états financiers consolidés et ont été établies suivant les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), y compris les traitements comptables prescrits par le Bureau du surintendant des institutions financières qui se conforment à tous les égards importants aux PCGR.

MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE DES RÉSULTATS

La direction évalue le rendement de la Banque selon les résultats de ses activités principales, c'est-à-dire en excluant les éléments spéciaux, et selon les résultats déclarés, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés. La direction estime que les éléments spéciaux ne font pas partie des opérations effectuées dans le cours normal des activités ou qu'il s'agit d'opérations exceptionnelles, potentiellement susceptibles de fausser l'analyse des tendances. Cette distinction est faite afin de ne pas gêner l'analyse par la direction des tendances récurrentes. Par conséquent, les résultats des activités principales de la Banque diffèrent des résultats déclarés établis conformément aux PCGR. Le revenu net, excluant les éléments spéciaux, n'est pas un élément défini selon les PCGR et pourrait donc ne pas être comparable à des éléments semblables tels que définis par d'autres sociétés. Certaines données comparatives de l'exercice financier 2002 ont été reclassées selon la présentation des données pour l'exercice financier courant afin que les utilisateurs puissent en faire une analyse plus intelligible. Des éléments spéciaux ont été déclarés en 2003 et en 2002, et ils sont présentés au tableau 1 de la présente analyse à la page 36 de ce Rapport annuel.

STRATÉGIES ET OBJECTIFS

Certaines autres sections publiées dans ce Rapport annuel présentent d'importants renseignements relatifs aux stratégies et aux objectifs de la Banque. Les lecteurs devraient en prendre connaissance comme complément d'information à la présente analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière de la Banque.

CONVENTIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 70 du présent Rapport annuel. Nous considérons que les conventions comptables suivantes sont critiques, dans la mesure où elles réfèrent à des montants importants et exigent que la direction formule des estimations qui, en soi, impliquent des incertitudes.

Provision cumulative pour pertes

La provision pour pertes reflète l'estimation par la direction des pertes reliées aux portefeuilles de prêts et à d'autres actifs. Compte tenu de l'importance des montants et des incertitudes leur étant associées, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses différentes de celles retenues dans la détermination de la provision cumulative pour pertes pourrait se traduire par des niveaux de provisions sensiblement différents. Des changements dans les circonstances peuvent faire en sorte que de futures évaluations du risque de crédit diffèrent matériellement des évaluations courantes, et qu'une augmentation ou une réduction de la provision cumulative pour pertes s'avère nécessaire.

Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels

Selon la norme comptable relative aux écarts d'acquisition et aux autres actifs incorporels, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels dont la durée de vie est tenue pour indéfinie ne sont plus amortis mais doivent plutôt être soumis, au moins annuellement, à un test de dépréciation basé sur leurs justes valeurs. Pour les écarts d'acquisition, le test de dépréciation compare initialement la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle se rattache l'écart d'acquisition, à sa valeur comptable. La Banque utilise diverses méthodes pour évaluer ses unités d'exploitation. L'utilisation d'autres méthodes ou des hypothèses différentes pourraient se traduire par des évaluations sensiblement divergentes et, par conséquent, influencer sur les résultats.

Baisse de valeur durable des valeurs mobilières

Dans les cas où la direction détermine qu'une valeur mobilière a subi une baisse de valeur durable, la valeur comptable de cette valeur mobilière est dévaluée à sa valeur de réalisation nette telle qu'estimée. Cette décision requiert du discernement. Lorsqu'il a été déterminé qu'une valeur mobilière a subi une baisse de valeur durable, la direction doit en estimer la valeur de réalisation nette. L'utilisation d'autres hypothèses pourrait aboutir à l'identification des valeurs mobilières ayant subi une baisse de valeur différente, et pourrait également résulter à des dépréciations sensiblement différentes de celles comptabilisées.

Avantages sociaux futurs des employés

L'évaluation des avantages sociaux futurs des employés, pour les régimes à prestations déterminées et pour d'autres avantages postérieurs à l'emploi, est basée sur un certain nombre d'hypothèses, tels les taux d'actualisation, les rendements prévus des actifs et la croissance de la rémunération future. Compte tenu de l'importance des obligations au titre des prestations constituées et des éléments d'actifs des régimes, des modifications aux hypothèses pourraient se traduire par des résultats sensiblement différents.

Impôts sur le revenu

Les actifs d'impôts futurs reflètent l'évaluation, par la direction, de la valeur des reports prospectifs de pertes et d'autres écarts temporaires. La détermination de la valeur des actifs est basée sur des hypothèses reliées aux résultats d'opération d'exercices financiers futurs, au calendrier d'application de la résorption des écarts temporaires et aux taux d'imposition en vigueur à la date de résorption des écarts. L'utilisation d'autres hypothèses pourraient se traduire par des résultats sensiblement différents.

REVUE ÉCONOMIQUE

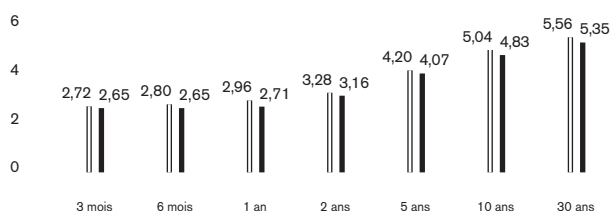
En 2003, l'économie mondiale a poursuivi le redressement entamé en 2002. Cette nouvelle avancée a toutefois été freinée initialement par une reprise très hésitante aux États-Unis et par une zone européenne au bord de la récession. L'incertitude géopolitique, à son apogée entre janvier et mars 2003, a empêché tout au long de l'année un retour ferme de la confiance générale. Une instabilité rarement constatée sur les marchés monétaires a également retardé l'accélération de l'économie mondiale en 2003.

En Europe, l'économie était considérablement vacillante : en Allemagne, la croissance économique tournait autour d'un taux nul, tandis que la chute de l'inflation inquiétait ; l'économie française a moins souffert mais, tout comme en Allemagne, le marché du travail est demeuré très faible. De manière générale, la production industrielle des économies européennes était déficitaire et un manque de confiance s'est fait sentir dans le domaine des ventes au détail. Au Royaume-Uni, la croissance, vraisemblablement favorisée par la bonne santé du secteur de l'habitation et la vigueur des ventes au détail, a été vigoureuse. En termes de politique monétaire, la Banque centrale européenne a drastiquement réduit ses taux directeurs : de 3,25 % en 2002, son principal taux de refinancement est passé à 2 % en fin d'année 2003. La Banque d'Angleterre a suivi le mouvement, mais dans une moindre mesure, et a tout dernièrement commencé à resserrer ses conditions monétaires.

Aux États-Unis, la croissance a été ralentie en début d'année par la guerre en Irak. Une fois celle-ci achevée, fin mars 2003, les tensions géopolitiques se sont rapidement dissipées, mais le rebond d'après-guerre a été manqué : les signes de reprise n'ont commencé à être significatifs et fermes qu'à partir du mois de juillet. La longue période de correction fait maintenant place à des bases économiques très avantageuses : les entreprises américaines ont réalisé des gains de productivité monumentaux, affichés de très belles performances en termes de profits et réduit leurs stocks à des bas historiques. Il faudra noter néanmoins que ceci s'est fait au détriment du marché du travail. Celui-ci a commencé à balbutier des premiers signes de reprise mais demeure faible, ce qui constitue un risque pour l'ensemble de l'économie américaine dont les deux tiers du PIB sont soutenus par les consommateurs. La reprise prudente de l'embauche au sein des entreprises a été contrebalancée de manière positive par une augmentation des investissements qui, en 2003, aura été un moteur important de croissance.

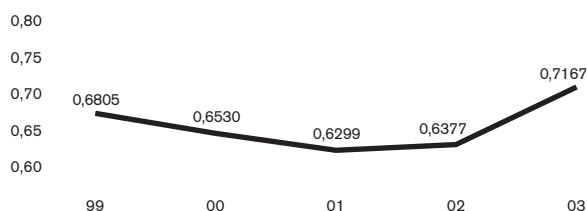
Courbe des rendements à l'échéance

Bons du Trésor et obligations du gouvernement canadien
Aux 31 octobre, en pourcentage



Taux de change moyen du dollar canadien

En dollar É.-U.



— 2002
— 2003

Les pressions désinflationnistes observées tout au long de l'année ont été surveillées de près. Alors que le retard de la reprise inquiétait, la possibilité d'une situation de déflation a même été soulevée. La faiblesse de l'inflation, jumelée avec des performances très maigres en matière d'emploi, a convaincu la Réserve fédérale de la nécessité de conserver une politique monétaire hautement accommodante ; après avoir baissé les taux directeurs à onze reprises depuis le début de l'année 2001, la banque centrale américaine a ainsi été amenée en milieu d'année 2003 à une ultime baisse de taux : le taux des fonds fédéraux termine l'année 2003 à 1,0 %, son plus faible niveau en 40 ans.

L'année 2003 avait bien commencé pour l'économie canadienne qui résistait remarquablement à l'instabilité économique et politique des États-Unis. Renforcée par une solide demande intérieure, l'économie canadienne manifestait même des signes de surchauffe potentielle, en particulier en ce qui concerne le niveau d'inflation, qui a atteint un sommet de 4 % en février 2003, dépassant ainsi largement les limites de la fourchette visée par la Banque du Canada. Celle-ci n'a pas tardé à réagir en resserrant les conditions monétaires à deux reprises. Elle devra faire marche arrière quelques mois plus tard, l'économie canadienne étant soudainement victime d'une succession d'événements totalement inattendus qui ont comprimé la croissance jusqu'à un point négatif au second trimestre de 2003. Cette vague de chocs incluait l'irruption du SRAS, la « maladie de la vache folle », les feux de forêt en Colombie-Britannique, l'ouragan Juan dans les Maritimes et la panne de courant en Ontario. Autre donnée imprévisible : la forte appréciation du dollar canadien par rapport à sa contrepartie américaine, qui est passé de 0,65 \$US au début de 2003 à environ 0,77 \$US à la fin de l'année. L'impact d'une monnaie plus forte sur les exportations a été encore alourdi par une demande anémique pour les produits canadiens, de la part des États-Unis, pendant la première moitié de l'année. Cela dit, la demande interne est demeurée très robuste en 2003, alimentée par un secteur de la construction toujours très dynamique et une création d'emplois bien plus modeste qu'en 2002 mais toujours positive.

L'écart entre les taux d'intérêt directeurs canadiens et américains termine l'année 2003 à 175 points de base. Dans l'hypothèse de l'absence de perturbation géopolitique ou économique majeure, et du retour à une certaine stabilité sur les marchés de change, la Banque du Canada devrait vraisemblablement laisser les taux directeurs tels quels, jusqu'à ce que son homologue américain augmente ses taux d'intérêt, et alors suivre le mouvement. Toutefois, si l'impact de la force du dollar canadien sur les exportations s'avère plus sévère que prévu, la Banque du Canada a signifié qu'elle était prête à réduire les taux d'intérêt afin de contrebalancer cet impact, possiblement au début de 2004, avant de procéder au resserrement monétaire en fin d'année 2004.

Des taux de croissance de 2,0 % au Canada et de 3,0 % aux États-Unis sont prévus pour 2003. Pour 2004, ces mêmes prévisions s'établissent respectivement à 3,0 % pour le Canada et à 4,3 % pour les États-Unis.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS

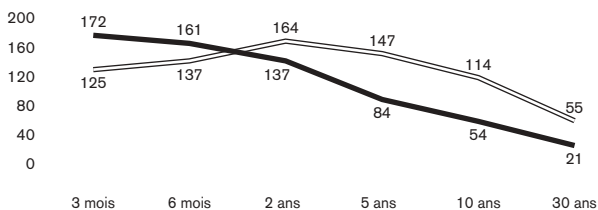
Pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2003, la Banque a déclaré un revenu net de 91,9 millions \$, ou 3,32 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 44,3 millions \$ ou 1,26 \$ dilué par action ordinaire, pour l'exercice financier 2002. Le rendement de l'avoire des actionnaires ordinaires a augmenté, passant de 4,8 % en 2002 à 12,4 % en 2003. Les résultats pour l'exercice financier 2003 incluent le gain réalisé dans la foulée de la décision stratégique de vendre 57 succursales situées en Ontario et dans l'Ouest canadien, ainsi que d'autres éléments spéciaux, alors que, pour leur part, les résultats pour l'exercice financier 2002 ont été affectés par la provision additionnelle pour pertes sur prêts de 70 millions \$, liée au risque total de la Banque vis-à-vis de Télé globe et d'autres prêts commerciaux, comme l'indique le tableau 1.

En excluant ces éléments spéciaux, le revenu net s'établirait à 56,2 millions \$, ou 1,80 \$ dilué par action ordinaire, en 2003, comparativement à 86,7 millions \$, ou 3,09 \$ dilué par action ordinaire, en 2002. Cette baisse de 35 % de la rentabilité des activités principales, d'un exercice financier à l'autre, est principalement attribuable aux pressions exercées sur les autres revenus, à une légère réduction des marges nettes d'intérêt, à une provision additionnelle pour pertes sur prêts, ainsi qu'à une augmentation des dépenses.

Les ratios de capital se sont améliorés au cours de l'exercice financier et ont atteint de nouveaux sommets à la suite de la finalisation de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Au 31 octobre 2003, les ratios BRI de capital de première catégorie et de capital total atteignaient respectivement 10,2 % et 15,2 %, comparativement à 8,8 % et 13,5 % à la même date en 2002.

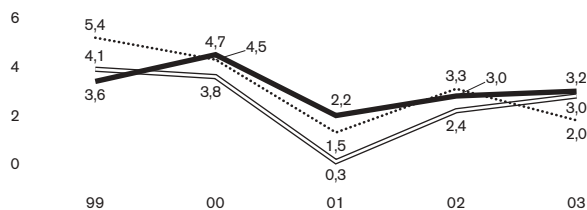
Écart de taux d'intérêt

Différence entre les taux canadiens et les taux américains
Aux 31 octobre, en points de base



Taux de croissance du PIB

En pourcentage



— 2002
— 2003

— Mondial
— États-Unis
... Canada

TABLEAU 1

Incidence des éléments spéciaux

État consolidé des résultats tel que publié			
En millions de dollars, sauf les données par action	2003	2002	Variation 03/02
Revenu net d'intérêt	343,2 \$	346,0 \$	(1)%
Autres revenus	286,7	254,4	13
Revenu total	629,9	600,4	5
Provision pour pertes sur prêts	54,0	111,0	(51)
Frais autres que d'intérêt	441,8	407,3	8
Impôts sur le revenu	38,6	32,5	19
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	95,5	49,6	93
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	3,6	5,3	(32)
Revenu net	91,9 \$	44,3 \$	107 %
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	77,9 \$	29,3 \$	166 %
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	23 416	23 095	1 %
Nombre moyen d'actions ordinaires après dilution (en milliers)	23 457	23 288	1 %
Revenu net par action ordinaire			
de base	3,33 \$	1,27 \$	162 %
dilué	3,32 \$	1,26 \$	163 %
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires	12,4 %	4,8 %	

Éléments spéciaux

En millions de dollars, sauf les données par action	2003	2002	
Gain sur cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien (54,9 \$ net des impôts sur le revenu)	69,9 \$	– \$	
Pertes sur prêts relatives à l'exposition aux risques liés à Air Canada (6,5 \$ net des impôts sur le revenu)	(10,0)	–	
Pertes sur prêts relatives à l'exposition aux risques liés à Téléglobe et à d'autres prêts commerciaux (42,4 \$ net des impôts sur le revenu)	–	(70,0)	
Frais de restructuration (12,8 \$ net des impôts sur le revenu)	(19,7)	–	
Éléments spéciaux avant impôts sur le revenu	40,2	(70,0)	
Impôts sur le revenu sur les éléments spéciaux	4,6	(27,6)	
Incidence sur le revenu net	35,6 \$	(42,4)\$	
Incidence sur le revenu net dilué par action ordinaire	1,52 \$	(1,83)\$	

États consolidés des résultats excluant les éléments spéciaux

En millions de dollars, sauf les données par action	2003	2002	Variation 03/02
Revenu net d'intérêt	343,2 \$	346,0 \$	(1)%
Autres revenus	216,8	254,4	(15)
Revenu total	560,0	600,4	(7)
Provision pour pertes sur prêts	44,0	41,0	7
Frais autres que d'intérêt	422,1	407,3	4
Impôts sur le revenu	34,1	60,1	(43)
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	59,8	92,0	(35)
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	3,6	5,3	(32)
Revenu net	56,2 \$	86,7 \$	(35)%
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	42,3 \$	71,6 \$	(41)%
Revenu net dilué par action ordinaire excluant les éléments spéciaux	1,80 \$	3,09 \$	(42)%
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires excluant les éléments spéciaux	6,7 %	11,7 %	

VENTE DE 57 SUCCURSALES EN ONTARIO ET DANS L'OUEST CANADIEN

La vente de 57 succursales en Ontario et dans l'Ouest canadien a marqué de manière significative la situation financière de la Banque. Cette opération s'est également avérée très rentable, la Banque réalisant un gain de 69,9 millions \$ avant impôts sur le revenu. Mieux, cette transaction aura un effet considérable sur les opérations restantes de la Banque, en lui accordant une plus grande flexibilité financière qui lui permettra de se concentrer dans les domaines où elle détient des avantages concurrentiels. La même transaction aura cependant un impact défavorable immédiat sur les résultats de la Banque pour l'exercice financier 2004 en raison de la réduction des volumes d'affaires.

Impact sur les résultats d'exploitation en 2003

La transaction, finalisée le 31 octobre 2003, a produit un gain de 69,9 millions \$ avant impôts sur le revenu. Le prix de vente correspond à la valeur aux livres de l'actif vendu, moins le passif pris en charge, plus une prime de 112,4 millions \$. Le gain réalisé par la vente tient compte des coûts spécifiques du transfert des opérations, de même que d'autres frais liés à la transaction, pour un montant de 11,8 millions \$. Dans le cadre de cette même transaction, la Banque a aussi radié certaines immobilisations et certains frais reportés liés aux opérations du réseau de succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien et évalués approximativement à 16,0 millions \$. Des instruments de couverture liés à la gestion du risque de taux d'intérêt des portefeuilles de prêts et de dépôts, ont également été liquidés, entraînant une perte approximative de 14,7 millions \$.

Impact sur la situation financière

L'entente conclue avec La Banque TD vise principalement un portefeuille de prêts d'une valeur de 1,965 milliards \$ et un portefeuille de dépôts d'une valeur de 1,885 milliards \$. Les actifs utilisés dans le cadre des opérations des succursales et d'autres débiteurs connexes ont également été inclus dans la transaction. Le tableau 2 présente un sommaire de l'actif et du passif inclus dans la transaction.

TABLEAU 2

Actif et passif liés aux succursales vendues

En millions de dollars

Prêts hypothécaires résidentiels	1 541 \$
Prêts hypothécaires commerciaux	121
Prêts personnels	274
Prêts commerciaux et autres prêts	29
Autres	19
	1 984 \$
Dépôts des particuliers	1 613 \$
Dépôts d'entreprises et autres dépôts	272
Autres	85
	1 970 \$

La transaction a également été bénéfique pour la situation financière de la Banque, comme en témoigne l'amélioration des ratios de capital. Un niveau moins élevé d'actif pondéré par le risque (voir la section Capital en page 48 du présent Rapport annuel pour de plus amples renseignements) et un capital plus important, à la suite du gain réalisé par la vente, ont eu conjointement un effet positif sur les ratios de capital, soit de 1,4 % pour le ratio de capital de première catégorie et de 1,7 % pour le ratio de capital total.

Impact sur les résultats d'exploitation futurs

Comme en fait foi la prime obtenue lors de la vente des 57 succursales, les activités bancaires vendues étaient profitables. À compter du début de 2004, la Banque perd ainsi une contribution importante à ses résultats. Cette perte devra être compensée par les activités restantes de la Banque afin d'assurer qu'elle poursuive l'amélioration de sa rentabilité. En conséquence, un plan triennal a été élaboré, avec pour objectif de relever ce défi. La section *Notre nouveau plan d'affaires*, à la page 12 du présent Rapport annuel, offre de plus amples renseignements à ce sujet. Pour l'exercice financier 2003, la contribution des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien était évaluée à 14,1 millions \$, avant impôts sur le revenu. Ce montant tient compte de dépenses corporatives, ainsi que de frais liés aux centres de soutien administratifs et aux technologies, de 18,5 millions \$ dont 12,2 millions \$ ne peuvent être réduits immédiatement et devront être réaffectés à d'autres activités restantes. L'impact de la cession des succursales sur le revenu total avant impôts sur le revenu s'élève donc approximativement à 26,3 millions \$ (17,1 millions \$, déduction faite des impôts sur le revenu).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le revenu net s'élevait à 91,9 millions \$ pour l'exercice financier 2003, soit 3,32 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 44,3 millions \$, ou 1,26 \$ par action ordinaire, en 2002. En excluant les éléments spéciaux définis ci-dessus, le revenu net s'élèverait à 56,2 millions \$, ou 1,80 \$ dilué par action ordinaire, en 2003, comparativement à 86,7 millions \$, ou 3,09 \$ dilué par action ordinaire, en 2002.

Les résultats de l'exercice financier 2003, tels que déclarés, tiennent compte du gain de 69,9 millions \$ avant impôts sur le revenu, réalisé par la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ainsi que des frais de restructuration net de 19,7 millions \$ avant impôts sur le revenu, et des frais de 10,0 millions \$ avant impôts sur le revenu liés à Air Canada, comme il est illustré au tableau 1 et décrit ci-dessous.

- Comme il est présenté précédemment, la Banque a vendu son réseau de succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien (à l'exclusion de ses 2 succursales d'Ottawa). Cette transaction, finalisée le 31 octobre 2003, a généré un gain de 69,9 millions \$. La note 2 des états financiers consolidés contient également de plus amples renseignements sur cette transaction.
- Compte tenu des résultats décevants réalisés par ses activités, ainsi que de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, la Banque a réexaminé ses priorités et mis en œuvre un programme de réduction des dépenses qui a entraîné des frais de restructuration de 21,5 millions \$. Des projets de nature technologique, telle la plateforme multi-entreprises, ont été abandonnés, ce qui a entraîné des frais de 10,4 millions \$. Des frais additionnels de 6,3 millions \$, liés à la rémunération, ont été engagés en raison de la réduction du personnel et des changements au comité de direction. Des frais de 4,8 millions \$, relatifs à la location d'espaces de bureau ainsi qu'à certains autres frais d'affectation de locaux, ont également été engagés. Ces mesures devraient permettre à la Banque de réduire ses dépenses de base de 9,0 millions \$ en 2004. À la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, des provisions de 1,8 million \$, préalablement comptabilisées dans le cadre du programme 2001 de restructuration visant certaines de ces succursales, ont également été annulées en raison du fait qu'il ne sera plus nécessaire d'assumer ces coûts. L'effet combiné de ces éléments explique les frais de restructuration nets de 19,7 millions \$ pour l'exercice financier 2003.
- Au cours de l'exercice financier, les pertes sur prêts ont été affectées par la performance du portefeuille de prêts corporatifs. Une charge de 10,0 millions \$ liée à l'exposition de la Banque vis-à-vis d'Air Canada a été comptabilisée. Dans son analyse des options possibles, la Banque a décidé de se départir de toute sa position à un prix qu'elle estimait très raisonnable.
- Les résultats pour l'exercice financier 2002, tels que déclarés, tiennent compte de frais de 70,0 millions \$, liés à l'exposition de la Banque vis-à-vis de Télélobe et d'autres prêts commerciaux.

Revenu total

Le revenu total s'élevait à 629,9 millions \$ en 2003, ou 560,0 millions \$ en excluant le gain de 69,9 millions \$ réalisé par la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, comparativement à 600,4 millions \$ en 2002, soit une diminution de 7 %. Cette baisse est principalement attribuable à une diminution des autres revenus provenant des activités de titrisation, des opérations de trésorerie et de marchés financiers, ainsi que des commissions sur prêts, comme il est présenté ci-dessous. Pour l'exercice financier, les marges nettes d'intérêt sont demeurées relativement stables bien que plusieurs facteurs, telles les variations de volumes et de taux d'intérêt, aient eu des effets importants.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt, comme il est présenté au tableau 3 ci-après, a diminué de 2,8 millions \$, ou 1 %, passant de 346,0 millions \$ à 343,2 millions \$. La marge nette d'intérêt a également diminué, de 1,86 % à 1,85 %. Le taux de base moyen a augmenté, de 4,15 % en 2002 à 4,69 % en 2003, améliorant ainsi la marge nette d'intérêt pour le portefeuille à taux d'intérêt variable de la Banque. Des instruments financiers dérivés hors bilan, associés à ce portefeuille, ont toutefois eu un impact négatif de 20,3 millions \$ sur le revenu net d'intérêt. Les instruments financiers dérivés constituent des outils efficaces de gestion des risques de taux d'intérêt et de liquidité. Selon l'évolution des taux d'intérêt et la composition des portefeuilles en termes d'échéances et de types de produits (taux fixes et flottants), le rendement réel des portefeuilles peut fluctuer de manière substantielle. Par conséquent, la Banque utilise des instruments financiers afin de gérer ses risques et le revenu net d'intérêt doit être examiné sur une base de couverture. La Banque utilise également des modèles afin de quantifier l'impact potentiel de divers scénarios futurs sur les revenus et l'avoir des actionnaires, tel qu'il est expliqué à la section *Cadre de gestion intégrée des risques*, à la page 55 du présent Rapport annuel.

La vive concurrence dans les services bancaires aux particuliers, au Canada, demeure l'une des principales préoccupations de la Banque. Ce marché très compétitif a motivé des pratiques de tarification plus agressives qui ont entraîné une réduction des marges pour les produits à terme fixe, lesquels représentent quelque 71 % de son portefeuille de prêts. De plus, la composition de l'actif a évolué de telle sorte qu'on y retrouve une part légèrement plus importante d'actifs liquides et de valeurs mobilières, y compris des actifs achetés en vertu d'ententes de revente, ce qui a contribué à la réduction des marges d'intérêt. En excluant les retombées de la vente des succursales, la base de dépôts s'est accrue, de 2002 à 2003, ce qui reflète le maintien, par les clients de la Banque, de stratégies prudentes en matière d'investissement. Le taux d'intérêt moyen sur les dépôts et autres éléments de passif est demeuré stable à 3,6 % au cours de l'exercice financier. Cette donnée, conjuguée à l'augmentation des volumes de dépôts, a contribué à réduire le coût de financement de la Banque. La réduction des volumes de prêts, principalement dans les portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts hypothécaires résidentiels, a cependant limité les options d'investissement de la Banque, ce qui a contrecaréné l'effet positif de l'augmentation des dépôts sur les marges nettes d'intérêt. Une gestion dynamique des portefeuilles de liquidités primaires et secondaires (liquidités, valeurs mobilières et actifs achetés en vertu d'ententes de revente) s'est encore avérée efficace, alors qu'elle a généré des rendements de 2,52 % en 2003, comparativement à 2,16 % en 2002. Cette augmentation du rendement de 36 points de base est attribuable en grande partie à l'augmentation des taux d'intérêt à court terme et aux changements dans la composition des portefeuilles.

TABLEAU 3

Évolution du revenu net d'intérêt

Pour les exercices terminés les 31 octobre
En millions de dollars et en pourcentage

	2003			2002			Écarts		
	Volume moyen	Intérêt	Taux moyen	Volume moyen	Intérêt	Taux moyen	Dus au volume	Dus au taux	Écarts totaux
Actif									
Liquidités	497 \$	11,7 \$	2,35 %	288 \$	5,0 \$	1,74 %	3,7 \$	3,0 \$	6,7 \$
Valeurs mobilières	3 099	76,5	2,47	3 323	73,3	2,21	(4,9)	8,1	3,2
Actifs achetés en vertu d'ententes de revente	845	23,5	2,79	561	11,9	2,11	6,0	5,6	11,6
Prêts									
Personnels	3 901	268,1	6,87	3 677	256,6	6,98	15,7	(4,2)	11,5
Hypothécaires résidentiels	6 665	416,2	6,24	6 784	440,3	6,49	(7,6)	(16,5)	(24,1)
Hypothécaires commerciaux	856	57,3	6,69	903	58,9	6,52	(3,1)	1,5	(1,6)
Commerciaux et autres	1 942	104,5	5,38	2 328	119,0	5,11	(19,7)	5,2	(14,5)
Autres	743	0,9	0,12	706	0,6	0,08	-	0,3	0,3
Total – actif	18 548 \$	958,7 \$	5,17 %	18 570 \$	965,6 \$	5,20 %	(9,9)\$	3,0 \$	(6,9)\$
Passif									
Dépôts à vue et à préavis	2 650 \$	22,7 \$	0,86 %	2 436 \$	19,2 \$	0,79 %	1,7 \$	1,8 \$	3,5 \$
Dépôts à terme fixe	12 535	528,7	4,22	12 631	564,9	4,47	(4,2)	(32,0)	(36,2)
Autres	1 351	16,1	1,19	1 429	18,0	1,26	(1,0)	(0,9)	(1,9)
Instruments financiers dérivés hors bilan	-	20,3	-	-	(10,2)	-	-	30,5	30,5
	16 536	587,8	3,55	16 496	591,9	3,59	(3,5)	(0,6)	(4,1)
Débitures subordonnées	400	27,7	6,94	400	27,7	6,94	-	-	-
Acceptations	278	-	-	317	-	-	-	-	-
Autres éléments de passif	502	-	-	539	-	-	-	-	-
Avoir des actionnaires	832	-	-	818	-	-	-	-	-
Total – passif	18 548 \$	615,5 \$	3,32 %	18 570 \$	619,6 \$	3,34 %	(3,5)\$	(0,6)\$	(4,1)\$
Revenu net d'intérêt		343,2 \$	1,85 %		346,0 \$	1,86 %	(6,4)\$	3,6 \$	(2,8)\$

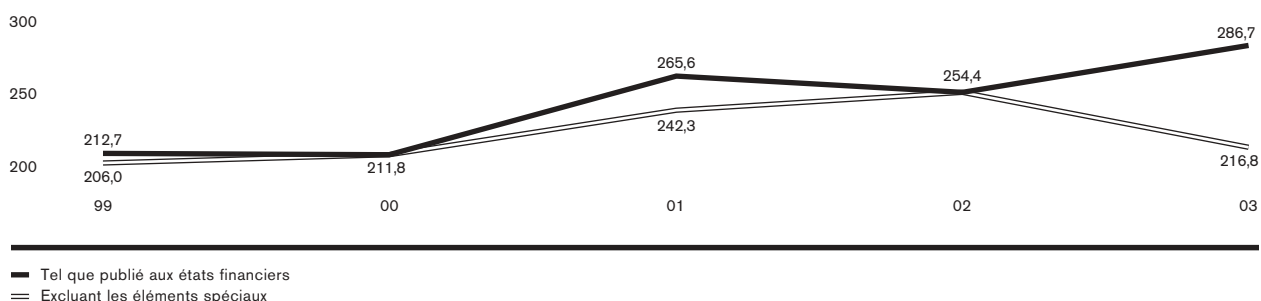
Autres revenus

Les autres revenus s'élevaient à 216,8 millions \$ en 2003, en excluant le gain de 69,9 millions \$ réalisé par la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, comparativement à 254,4 millions \$ en 2002, ce qui représente une baisse de 15 %. Cette variation est principalement attribuable à la baisse des activités de titrisation, à la diminution des revenus de trésorerie et de marchés financiers, ainsi qu'à celle des commissions sur prêts.

Les revenus sur prêts et dépôts s'établissaient à 101,5 millions \$, comparativement à 112,8 millions \$ en 2002. Cette baisse de 11,3 millions \$, ou 10 %, est essentiellement attribuable à la diminution des commissions sur prêts, qui sont passées de 48,6 millions \$ en 2002 à 37,8 millions \$ en 2003. Cette baisse de 10,8 millions \$, ou 22 %, est liée au repositionnement des activités de prêts commerciaux au cours de l'exercice financier 2003 et à la baisse proportionnelle des affaires et de l'actif pondéré par le risque.

Autres revenus

En millions de dollars



— Tel que publié aux états financiers
- - - Excluant les éléments spéciaux

Les revenus de trésorerie et de marchés financiers s'élevaient à 50,9 millions \$ en 2003, comparativement à 61,9 millions \$ en 2002. Ces revenus comprennent les gains réalisés par la gestion des portefeuilles de liquidités primaires et secondaires. Tel qu'il a été indiqué l'an dernier, les revenus de trésorerie et de marchés financiers avaient atteint des niveaux exceptionnels au cours de l'exercice financier 2002 en raison de conditions de marché très favorables. Les revenus pour l'exercice financier 2003 demeurent impressionnants, comparativement aux années antérieures, compte tenu de conditions d'investissement toujours favorables. Les résultats de cet exercice financier ont par ailleurs été affectés par la réduction de la valeur de certains placements pour un montant de 4,7 millions \$, causée par la faiblesse persistante de certains secteurs d'activité économique.

Les commissions de courtage ont diminué à 16,7 millions \$, comparativement à 19,2 millions \$ en 2002, soit une baisse de 2,5 millions \$, ou 13 %, ce qui reflète la baisse de volume des opérations en 2003. Ces revenus se replient depuis l'an 2000, alors qu'ils atteignaient un sommet de 23,8 millions \$, une situation attribuable à l'effet combiné de la redéfinition des activités de courtage de détail et de la léthargie des marchés. Cependant, la rentabilité de ces opérations s'est améliorée au cours de cette même période, dans la mesure où les coûts afférents ont diminué.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont diminué de 3,2 millions \$ et s'établissaient à 10,7 millions \$ en 2003. Ce résultat reflète la perte de la contribution de la famille de fonds IRIS, vendue à BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs au mois de décembre 2001, ainsi que la diminution des revenus de commissions qui découle de rachats nets.

Les revenus d'assurance ont augmenté de manière significative, passant de 5,3 millions \$ en 2002 à 6,7 millions \$, soit une augmentation de 1,4 million \$, ou 26 %. Ce résultat découle de la réduction du niveau de règlements d'assurance hypothécaire, qui a plus que contrebalancé la baisse du niveau des primes sur les prêts personnels.

Les revenus de titrisation ont chuté à 1,0 million \$ en 2003, alors qu'ils s'élevaient à 16,1 millions \$ en 2002. En raison de la diminution des besoins de titrisation à des fins de financement et de gestion du capital, seulement 40,0 millions \$ de prêts ont été titrisés en 2003, comparativement à 703,3 millions \$ en 2002, ce qui a réduit les gains associés à ce type de transactions. De plus, la contribution aux résultats provenant des activités de titrisation effectuées au cours des exercices précédents a diminué du fait de la réduction importante des volumes titrisés due aux échéances. Enfin, des révisions des hypothèses utilisées dans la détermination des droits conservés à l'égard d'actifs titrisés, principalement en ce qui a trait au taux de remboursement anticipé, ont eu un impact négatif sur les revenus de titrisation. La note 5 des états financiers consolidés contient de plus amples renseignements sur ces opérations.

Les autres revenus, pour l'exercice financier 2003, incluent le gain avant impôts sur le revenu de 8,5 millions \$ (6,7 millions \$, déduction faite des impôts sur le revenu) réalisé par la vente d'actions de TSX Group inc., de même qu'une perte avant impôts sur le revenu de 2,6 millions \$ (1,7 million \$, déduction faite des impôts sur le revenu) occasionnée par l'aliénation d'actifs immobiliers.

Le tableau 4 présente l'évolution des autres revenus de 1999 à 2003.

TABLEAU 4

Autres revenus

Pour les exercices terminés les 31 octobre
En millions de dollars

	2003	2002	2001	2000	1999	Variation 03/02
Frais et commissions sur prêts et dépôts						
Frais bancaires sur les dépôts	51,3 \$	51,4 \$	47,8 \$	39,4 \$	38,3 \$	- %
Commissions sur prêts	37,8	48,6	43,6	32,7	29,7	(22)
Commissions sur cartes de crédit	12,4	12,8	13,5	8,8	8,0	(3)
Sous-total – Frais et commissions						
sur prêts et dépôts	101,5	112,8	104,9	80,9	76,0	(10)
En % de l'actif moyen	0,55 %	0,61 %	0,61 %	0,56 %	0,59 %	
Autres						
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	50,9	61,9	48,7	40,5	43,7	(18)
Commissions de courtage	16,7	19,2	23,3	23,8	17,3	(13)
Revenus de régimes enregistrés autogérés	12,6	13,2	14,4	12,9	13,4	(5)
Revenus tirés de la vente et de la gestion de fonds communs de placement	10,7	13,9	17,9	16,8	14,5	(23)
Revenus d'assurance	6,7	5,3	4,5	4,5	4,5	26
Revenus de fiduciaires	2,1	1,8	1,4	2,3	4,8	17
Revenus de titrisation	1,0	16,1	18,7	22,2	25,4	(94)
Autres	14,6	10,2	8,5	7,9	6,4	43
Gain sur cession de succursales	69,9	-	-	-	-	s.o.
Autres éléments spéciaux	-	-	23,3	-	6,7	-
Sous-total – autres	185,2	141,6	160,7	130,9	136,7	31
En % de l'actif moyen	1,00 %	0,76 %	0,94 %	0,91 %	1,06 %	
Total – autres revenus	286,7 \$	254,4 \$	265,6 \$	211,8 \$	212,7 \$	13 %
En % de l'actif moyen	1,55 %	1,37 %	1,55 %	1,47 %	1,65 %	

Provision pour pertes sur prêts

La provision pour pertes sur prêts, telle que déclarée, s'élevait à 54,0 millions \$ en 2003, soit 0,37 % du portefeuille moyen de prêts, des acceptations bancaires et des actifs achetés en vertu d'ententes de revente (44,0 millions \$ ou 0,30 %, en excluant la provision pour pertes sur prêts liée à l'exposition de la Banque vis-à-vis d'Air Canada), y compris l'effet du renversement de la provision générale, tel que décrit ci-dessous. En 2002, cette provision s'élevait à 111,0 millions \$, soit 0,77 % du portefeuille moyen de prêts, des acceptations bancaires et des actifs achetés en vertu d'ententes de revente (41,0 millions \$, ou 0,29 %, en excluant la provision pour pertes sur prêts liée à l'exposition de la Banque vis-à-vis de Téléglobe et d'autres prêts aux entreprises).

En excluant les retombées de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, l'augmentation de la provision pour pertes sur prêts pour l'exercice financier 2003 découle de l'augmentation des pertes sur les prêts personnels et commerciaux, contrebalancée en partie par une réduction des pertes sur les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux qui ont continué à performer encore mieux que prévu.

Les provisions pour pertes sur prêts personnels ont augmenté de 23,2 millions \$ en 2002 à 26,3 millions \$ en 2003. Au cours des dernières années, la Banque a augmenté de manière significative ses portefeuilles de prêts à la consommation (y compris le financement aux points de vente) qui représentaient 38 % des prêts personnels en l'an 2000 et qui maintenant en constituent 47 %. Le portefeuille arrivant à maturité, les pertes sur prêts augmentent légèrement. Le ratio de pertes sur prêts personnels n'en demeure pas moins relativement bas, s'établissant à 0,7 % des prêts.

Les provisions pour pertes sur prêts commerciaux ont augmenté à 28,9 millions \$ en raison de la perte sur prêts de 10,0 millions \$ liée à l'exposition de la Banque vis-à-vis d'Air Canada, ainsi que de la charge de 5,8 millions \$ reliée à une seule exposition dans le secteur manufacturier.

La provision générale a diminué à 77,3 millions \$ au 31 octobre 2003, comparativement à 85,5 millions \$ à la même date en 2002, soit une baisse de 8,2 millions \$. Le calcul du gain réalisé par la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, tient compte d'une réduction de 4,5 millions \$ de la provision générale attribuée. Celle-ci a contrebalancé des provisions additionnelles pour pertes sur prêts reliées à des prêts non productifs provenant des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien que la Banque continuera à gérer. Une autre réduction de 4,0 millions \$ du solde de la provision générale non attribuée, reliée à la diminution globale de l'exposition aux risques de crédit au cours de l'exercice financier, a été imputée en réduction de la provision pour pertes sur prêts à l'état des résultats. La note 4 des états financiers consolidés fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

Le tableau 5 présente la provision pour pertes sur prêts de 2001 à 2003.

TABLEAU 5

Provision pour pertes sur prêts

Pour les exercices terminés les 31 octobre, en millions de dollars

	2003 ⁽¹⁾	2002	2001
Prêts personnels	26,3 \$	23,2 \$	16,1 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	1,2	2,9	2,2
Prêts hypothécaires commerciaux	1,6	2,6	4,2
Prêts commerciaux et autres	28,9	82,3	12,5
Sous-total	58,0	111,0	35,0
Effet du renversement des provisions générales	(4,0)	–	–
Total – provision pour pertes sur prêts	54,0 \$	111,0 \$	35,0 \$
En % du portefeuille moyen de prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente	0,37 %	0,77 %	0,25 %

(1) Exclut l'effet de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 441,8 millions \$ pour l'exercice financier 2003. En excluant les frais de restructuration nets de 19,7 millions \$, les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 422,1 millions \$ en 2003, comparativement à 407,3 millions \$ en 2002, ce qui représente une augmentation de 14,8 millions \$ ou 4 %.

Les salaires et avantages sociaux, qui constituent 46 % de la somme des frais autres que d'intérêt, ont augmenté de 6,2 millions \$, passant de 198,7 millions \$ à 204,9 millions \$. Quoique les objectifs de performance n'aient pas été atteints, le gain réalisé par la vente des succursales a incité le conseil d'administration à approuver une prime de 7,1 millions \$ pour les employés, manifestant de manière concrète, sa reconnaissance des efforts déployés par ceux-ci lors du développement du plan triennal de repositionnement stratégique et s'assurant ainsi d'une meilleure rétention de ses employés. L'augmentation de la charge de retraite de 3,2 millions \$, a également touché les coûts de rémunération. L'augmentation des coûts des régimes de retraite en 2003 est principalement attribuable à la baisse récente de la valeur de l'actif de ces régimes en raison de la faiblesse des marchés en 2001 et en 2002. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par une réduction des coûts reliés aux salaires en raison de la diminution du nombre d'employés. La note 14 des états financiers consolidés, à la page 84 du présent Rapport annuel, contient de plus amples renseignements concernant les régimes de retraite.

Le nombre d'employés en équivalent temps plein est passé de 3 730 au 31 octobre 2002 à 3 159 au 31 octobre 2003. La vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien à la fin de l'exercice financier s'est traduite par le transfert de 427 employés (376 employés en équivalent temps plein) à la Banque TD. Le programme de réduction des coûts, mis en œuvre au cours du deuxième semestre 2003, a contribué de façon importante au reste de cette réduction de 195 employés.

Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies ont augmenté, passant de 120,1 millions \$ en 2002 à 129,0 millions \$ en 2003. Les loyers et les taxes foncières ont augmenté au cours de l'exercice financier, en raison de l'augmentation de la proportion de succursales louées, tandis que les coûts relatifs aux technologies ont également augmenté, en raison de l'augmentation de l'amortissement, ainsi que de la hausse des frais pour les opérations de nature technologique confiées en impartition par la Banque.

Les autres dépenses, excluant les frais de restructuration, sont demeurées stables et s'établissaient à 88,2 millions \$ en 2003, comparativement à 89,1 millions \$ en 2002.

Le tableau 6 illustre l'évolution des frais autres que d'intérêt de 1999 à 2003.

TABLEAU 6

Frais autres que d'intérêt

Pour les exercices terminés les 31 octobre En millions de dollars	2003	2002	2001	2000	1999	Variation 03/02
Salaires et avantages sociaux	204,9 \$	198,7 \$	212,9 \$	177,2 \$	162,9 \$	3 %
En % de l'actif moyen	1,10 %	1,07 %	1,24 %	1,23 %	1,26 %	
Frais de locaux et technologie						
Amortissement	42,4	39,2	36,1	30,9	27,0	
Loyers et impôts fonciers	38,8	34,2	33,5	28,9	25,2	
Équipements et services informatiques	38,4	37,2	36,2	27,7	28,3	
Entretien et réparation	6,3	6,5	7,1	6,3	6,9	
Services d'utilité publique	1,9	2,0	2,4	2,3	2,7	
Autres	1,2	1,0	0,6	0,5	0,2	
Sous-total – locaux et technologie	129,0	120,1	115,9	96,6	90,3	7 %
En % de l'actif moyen	0,70 %	0,65 %	0,67 %	0,67 %	0,70 %	
Frais de restructuration	19,7	(0,6)	17,5	–	5,5	n.s.
En % de l'actif moyen	0,11 %	– %	0,10 %	– %	0,04 %	
Autres frais						
Taxes et assurances	24,5	25,2	25,9	17,8	22,6	
Honoraires et commissions	18,8	21,3	17,1	18,9	20,2	
Communications et frais de déplacement	18,1	18,6	18,8	17,2	16,9	
Publicité et développement des affaires	12,2	11,2	10,9	9,4	10,1	
Articles de bureau et publications	6,9	7,1	7,2	6,3	5,8	
Recrutement et formation	2,2	1,9	2,4	1,8	2,9	
Autres	5,5	3,8	16,9	8,1	7,3	
Sous-total – autres frais	88,2	89,1	99,2	79,5	85,8	(1)%
En % de l'actif moyen	0,47 %	0,47 %	0,58 %	0,56 %	0,67 %	
Total – frais autres que d'intérêt	441,8 \$	407,3 \$	445,5 \$	353,3 \$	344,5 \$	8 %
En % de l'actif moyen	2,38 %	2,19 %	2,59 %	2,46 %	2,67 %	
En % du revenu total (ratio d'efficacité)	70,1 %	67,8 %	70,6 %	72,0 %	77,7 %	

Ratio d'efficacité

En excluant le gain réalisé par la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que les frais de restructuration, le ratio d'efficacité a augmenté, s'établissant à 75,4 % en 2003, comparativement à 67,8 % en 2002. L'augmentation des frais autres que d'intérêt, conjuguée à la baisse du revenu total, a entravé l'amélioration de l'efficacité. La direction de la Banque surveille étroitement le ratio d'efficacité et a déjà adopté des mesures pour en assurer l'amélioration, aussi bien dans le cadre du programme de réduction des coûts que par une révision des processus et un contrôle plus serré des approbations en matière de dotation en personnel et de dépenses. Le graphique ci-dessous illustre la performance de la Banque au cours des dernières années.

Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu pour l'année 2003 s'élevaient à 38,7 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 28,8 %, comparativement à 32,4 millions \$, ou un taux d'imposition effectif de 39,5 %, pour l'année 2002. La baisse du taux d'imposition effectif pour l'année 2003 découle principalement du fait que les impôts sur le revenu étaient moins élevés pour le gain réalisé par la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien ainsi que pour le gain en capital réalisé par la vente d'actions de TSX Group inc. En excluant ces éléments, le taux d'imposition effectif est demeuré relativement stable, passant de 39,5 % en 2002 à 39,3 % en 2003. La note 16 des états financiers consolidés, en page 86 du présent Rapport annuel, offre de plus amples renseignements sur la situation de la Banque en matière d'impôts sur le revenu, sur la provision pour impôts sur le revenu ainsi que sur les taux d'imposition effectifs.

SITUATION FINANCIÈRE

Tel qu'il a été expliqué précédemment, l'exercice financier 2003 aura été une période de transition pour la Banque. La concurrence de plus en plus vive, particulièrement dans le marché des prêts hypothécaires en Ontario et dans l'Ouest canadien, fut l'un des principaux facteurs de la décision de vendre les 57 succursales situées dans ces régions. La Banque entreprend l'exercice financier 2004 avec une situation financière plus solide, et aussi un profil de risque moins élevé, comme en font foi les ratios de capital qui atteignent maintenant des sommets. Le repositionnement des Services financiers aux entreprises, amorcé au cours de l'exercice financier 2002, a également eu des effets sur le portefeuille de prêts au cours de l'exercice financier 2003.

Au 31 octobre 2003, l'actif global de la Banque, y compris l'actif administré, s'établissait à 32,2 milliards \$, comparativement à 33,5 milliards \$ au 31 octobre 2002. L'actif au bilan s'élevait à 16,7 milliards \$, soit une baisse de 10 % par rapport à 2002, alors que l'actif administré s'élevait à 15,5 milliards \$, en hausse de 0,6 milliard \$ par rapport à l'exercice précédent. Ces changements sont expliqués aux sections « Actif au bilan » et « Actif administré et actif sous gestion » qui suivent.

Actif au bilan

L'actif au bilan s'élevait à 16,7 milliards \$ au 31 octobre 2003, comparativement à 18,6 milliards \$ au terme de l'exercice financier 2002, soit une baisse de 1,9 milliard \$, ou 10 %, comme indiqué au tableau 7, en page 44 du présent Rapport annuel. Cette baisse est attribuable exclusivement à la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien qui portait sur des actifs de 2,0 milliards \$. Bien que l'actif total ait diminué au terme de l'exercice financier, l'actif moyen est demeuré stable, s'établissant à 18,5 milliards \$ en 2003.

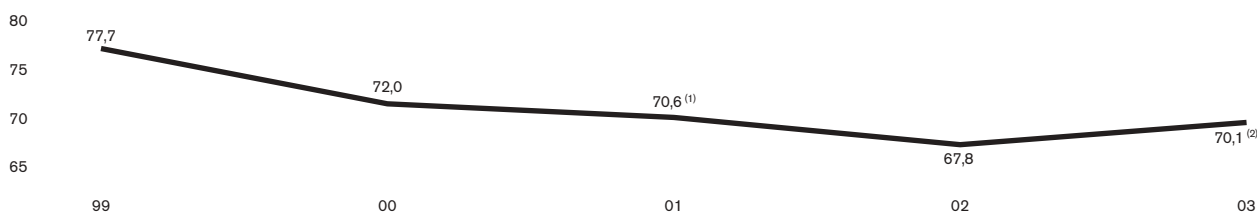
Les liquidités et les valeurs mobilières ont augmenté de 0,4 milliard \$, ou 11 %, au cours de l'exercice financier 2003, passant de 3,5 milliards \$ en 2002 à 3,9 milliards \$ en 2003. Cette augmentation provient du produit de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ainsi que de la croissance des dépôts des particuliers qui a été plus importante que celle des prêts. Les liquidités représentent maintenant 23,3 % de l'actif au bilan, comparativement à 18,8 % en 2002.

La valeur des actifs achetés en vertu d'ententes de revente, qui s'apparentent à des investissements à très court terme, est demeurée stable à 0,9 milliard \$ au 31 octobre 2003 et au 31 octobre 2002.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires, avant la provision pour pertes sur prêts, a diminué, passant de 13,7 milliards \$ au 31 octobre 2002 à 11,4 milliards \$ au 31 octobre 2003. En excluant les retombées de la vente des succursales, les prêts et acceptations bancaires s'élevaient à 13,4 milliards \$. Cette baisse de 0,3 milliard \$ est principalement attribuable à la baisse des portefeuilles de prêts hypothécaires commerciaux et de prêts commerciaux, à la suite du repositionnement des Services financiers aux entreprises, amorcé au cours de l'exercice financier 2002.

Ratio d'efficacité

Frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total



(1) 70,4 % en excluant les éléments spéciaux

(2) 75,4 % en excluant les éléments spéciaux

Les autres éléments d'actif, à l'exclusion des acceptations bancaires, ont diminué de 767,8 millions \$ au 31 octobre 2002, à 681,2 millions \$ au 31 octobre 2003. Cette baisse de 11 % est principalement attribuable à une diminution des immobilisations, les frais d'amortissement et radiations comptabilisés au cours de l'exercice financier étant plus élevés que les nouveaux investissements. Au cours des cinq dernières années, la Banque a réalisé d'importants investissements dans les technologies de l'information afin de développer son offre de produits et de mettre en marche de nouvelles initiatives; ces investissements sont progressivement amortis. Parallèlement, l'absence de nouveaux projets d'importance et le fait que la Banque réexaminait son positionnement stratégique sont venus réduire le niveau des investissements en 2003. La vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien a également contribué à la diminution des autres actifs, pour un montant d'environ 14,2 millions \$.

Le tableau 7 présente de plus amples renseignements sur l'évolution de l'actif au bilan.

TABLEAU 7

Actif au bilan

Aux 31 octobre, en millions de dollars	2003	2002	2001	Variation 03/02
Liquidités et valeurs mobilières	3 906 \$	3 504 \$	2 506 \$	11 %
Actifs achetés en vertu d'ententes de revente	882	870	650	1
Prêts				
Personnels	3 646	3 865	3 532	(6)
Hypothécaires résidentiels	5 274	6 646	6 971	(21)
Hypothécaires commerciaux	705	956	910	(26)
Commerciaux et autres	1 572	1 873	2 160	(16)
	11 197	13 340	13 573	(16)
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(163)	(218)	(134)	(25)
Total des prêts	11 034	13 122	13 439	(16)
Autres éléments d'actif	916	1 100	1 101	(17)
Actif au bilan	16 738 \$	18 596 \$	17 696 \$	(10)%
Liquidités et valeurs mobilières en % de l'actif au bilan	23,3 %	18,8 %	14,2 %	
Prêts et actifs achetés en vertu d'ententes de revente en % de l'actif au bilan	71,2 %	75,2 %	79,6 %	

Composition du portefeuille de prêts

Le portefeuille de prêts de la Banque est constitué de prêts personnels, de prêts hypothécaires résidentiels, de prêts hypothécaires commerciaux et de prêts commerciaux, y compris des acceptations bancaires. Au terme de l'exercice financier 2003, ce portefeuille de prêts s'établissait à 11,4 milliards \$, en baisse par rapport à 13,7 milliards \$ en 2002, avant la provision pour pertes sur prêts.

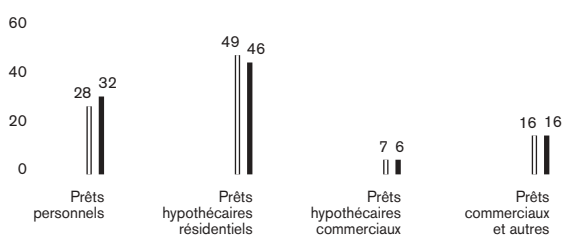
Au 31 octobre 2003, le portefeuille de prêts personnels s'élevait à 3,6 milliards \$, soit 32 % du portefeuille de prêts de la Banque, comparativement à 28 % en 2002.

Les prêts hypothécaires résidentiels représentaient 46 % du portefeuille de prêts à la même date, comparativement à 49 % en 2002, tandis que la part des prêts hypothécaires commerciaux s'établissait à 6 %, comparativement à 7 % en 2002.

Les prêts commerciaux et autres prêts (y compris les acceptations bancaires), soit essentiellement des prêts consentis aux petites et moyennes entreprises canadiennes, ont diminué de 398 millions \$, ou 18 %, au cours de l'exercice financier, passant de 2,2 milliards \$ en 2002 à 1,8 milliard \$ au 31 octobre 2003. Ce portefeuille représente 16 % du portefeuille de prêts de la Banque, soit la même proportion qu'en 2002. La Banque a conservé son portefeuille commercial hors Québec, celui-ci n'étant pas compris dans la transaction de vente des succursales. La proportion des prêts commerciaux et autres prêts par rapport au total des prêts n'a donc pas diminué malgré le fait que ce portefeuille ait subi une baisse de 398 millions \$ au cours de l'exercice financier.

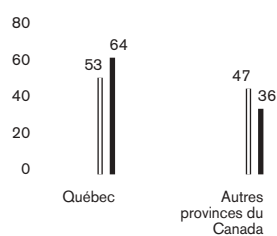
Composition du portefeuille de prêts

En pourcentage



Répartition géographique des prêts

En pourcentage



— 2002
— 2003

Répartition géographique

Au 31 octobre 2003, la répartition géographique des prêts de la Banque demeurait diversifiée, même en tenant compte de l'impact de la vente des succursales en Ontario et dans l'Ouest canadien. Le réseau de succursales comptait pour seulement 35 % de l'ensemble des prêts hors Québec. Ainsi, la Banque maintient une forte présence à l'extérieur du Québec grâce à ses services indirects de prêts et de financement, ses activités de financement aux points de vente, B2B Trust et ses services de financement commercial. La proportion des prêts consentis au Québec a tout de même augmenté et représentait 64 % du total des prêts, alors que le niveau des prêts consentis hors Québec diminuait à 36 %, comparativement à 47 % en 2002.

Taille des prêts par emprunteur commercial

Ainsi qu'il en avait été décidé en 2002, en fonction de sa stratégie de repositionnement en matière de prêts commerciaux, la Banque a maintenu à 20 millions \$ la limite maximale d'un prêt consenti à un nouvel emprunteur unique. Cette limite était établie à 40 millions \$ pour les prêts commerciaux consentis avant le mois de mai 2002, de telle sorte que la Banque détient encore des positions où son exposition aux risques de crédit dépasse 20 millions \$. Au moment de la mise en application de cette stratégie en 2002, la Banque comptait 20 prêts de plus de 20 millions \$, tandis qu'il n'en restait plus que sept au 31 octobre 2003. La limite de 20 millions \$ établie pour les prêts hypothécaires commerciaux est demeurée inchangée.

Assurances et garanties

Au terme de l'exercice financier 2003, 57 % des prêts hypothécaires résidentiels étaient assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), comparativement à 61 % en 2002. L'assurance de portefeuille permet à la Banque de diminuer son risque global de crédit et d'améliorer ses ratios de capital. Cette politique est en accord avec la stratégie de gestion financière de la Banque selon laquelle, en assurant une importante proportion de ses prêts hypothécaires résidentiels, la Banque maintient sa capacité à poursuivre ses activités de titrisation, pour éventuellement optimiser le financement de ses opérations, gérer ses liquidités, améliorer ses ratios de capital et réduire simultanément les risques de crédit associés à ce type de prêts.

Les propriétés de cinq logements ou moins, dont un nombre important de résidences unifamiliales, représentent 81 % de l'encours des prêts hypothécaires résidentiels. Le solde moyen de ces prêts se chiffre à 85 300 \$, comparativement à 76 500 \$ au terme de l'exercice financier 2002. Un large éventail de projets de construction, de propriétés commerciales, de centres commerciaux et d'immeubles de bureaux, de même que des usines, des entrepôts et des condominiums industriels, était détenu en garantie pour les prêts hypothécaires commerciaux.

La plupart des prêts à l'investissement, qui sont dans les portefeuilles de B2B Trust et qui font partie du portefeuille de prêts personnels, sont garantis par quatre à cinq fonds communs de placement, en moyenne, assurant ainsi une bonne diversification du risque. La valeur de ces placements doit respecter les modalités des ententes de prêt en tout temps. Une part importante du portefeuille de prêts de la Banque est ainsi assurée ou protégée par des actifs donnés en garantie par les emprunteurs.

Évolution des portefeuilles de prêts

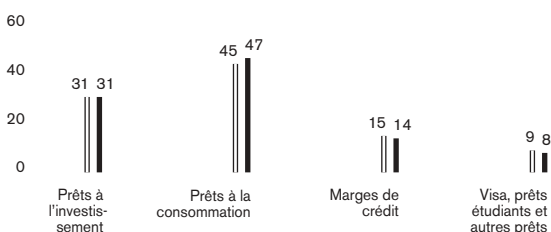
Prêts personnels

Au 31 octobre 2003, le portefeuille de prêts personnels s'élevait à 3,6 milliards \$, soit une baisse de 0,3 milliard \$, ou 6 %, par rapport à 3,9 milliards \$ à la même date en 2002. En excluant les retombées de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ce portefeuille a augmenté de 55 millions \$ au cours de l'exercice financier. Les prêts à la consommation et les prêts à l'investissement constituent la plus grande partie du portefeuille de prêts personnels, soit respectivement 47 % et 31 %.

La croissance des volumes de financement aux points de vente s'est établie à 250 millions \$ en 2003, comparativement à 350 millions \$ en 2002. L'augmentation de volume a ralenti à la suite de la révision des stratégies de tarification et de commissions. Cette augmentation des volumes a été partiellement contrebalancée par une baisse de 68 millions \$ des prêts à l'investissement, y compris les prêts REER, ainsi que des baisses dans les autres portefeuilles. Les prêts à l'investissement s'établissaient à 1 114 millions \$ au 31 octobre 2003, comparativement à 1 182 millions \$ à la même date en 2002, les conditions difficiles du marché des fonds communs de placement ayant restreint le potentiel de croissance de cette activité.

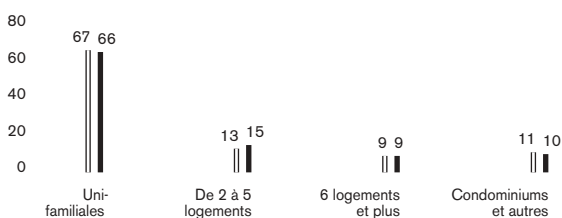
Composition des prêts personnels

En pourcentage



Prêts hypothécaires résidentiels par types de propriétés

En pourcentage



— 2002
— 2003

Prêts hypothécaires résidentiels

Comme l'indique le tableau 8, en excluant les retombées de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels, y compris les prêts au bilan et les prêts titrisés, ont diminué de 0,4 milliard \$ entre le 31 octobre 2002 et le 31 octobre 2003. Bien que les conditions du marché immobilier aient été favorables, la vive concurrence dans le marché des prêts hypothécaires a gêné la capacité de la Banque à assurer la croissance de ces portefeuilles, particulièrement à l'extérieur du Québec. Au Québec, les volumes de prêts hypothécaires ont connu une légère croissance de 0,1 milliard \$ en 2003, mais ce gain a été contrebalancé par une érosion accélérée des portefeuilles en Ontario et dans l'Ouest canadien, où les volumes ont enregistré une baisse de 0,5 milliard \$. Les prêts, tels que déclarés aux états financiers, mais en excluant les retombées de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ont augmenté de 0,2 milliard \$, principalement en raison du renouvellement à l'échéance de prêts titrisés.

TABLEAU 8

Portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels

Aux 31 octobre, en milliards de dollars

	2003	2002
Prêts hypothécaires résidentiels, tels que présentés aux états financiers	5,3 \$	6,6 \$
Portefeuille vendu à la Banque TD	1,5	s.o.
Prêts hypothécaires résidentiels, excluant les retombées de la vente du portefeuille à la Banque TD	6,8	6,6
Prêts titrisés	0,8	1,4
Total des prêts hypothécaires résidentiels, incluant les prêts titrisés	7,6 \$	8,0 \$

Prêts hypothécaires commerciaux

La Banque est un chef de file dans le domaine des prêts hypothécaires commerciaux au Canada. Son portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux s'élevait à 705 millions \$ au terme de l'exercice financier 2003, comparativement à 956 millions \$ au 31 octobre 2002. En incluant les prêts hypothécaires commerciaux titrisés, la valeur totale des prêts hypothécaires commerciaux s'établissait à 796 millions \$ au 31 octobre 2003, comparativement à 1 116 millions \$ à la même date en 2002. Cette baisse est attribuable principalement à la vente de certains prêts pour une valeur de 121 millions \$, dans le cadre de la cession des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ainsi qu'au fait que les échéances ont été plus importantes que les nouveaux déboursements.

Au 31 octobre 2003, l'Ontario et l'Ouest canadien représentaient 55 % du portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux et le Québec, 45 %, alors qu'au 31 octobre 2002, leurs parts respectives s'établissaient à 61 % et 39 %.

Prêts commerciaux

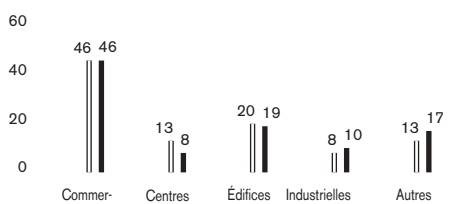
Au 31 octobre 2003, la Banque détenait un portefeuille de prêts commerciaux, y compris des acceptations bancaires, d'une valeur de 1,8 milliard \$, comparativement à 2,2 milliards \$ au 31 octobre 2002, soit une baisse de 398 millions \$, ou 18 %.

La baisse du portefeuille de prêts commerciaux de la Banque découle principalement des mesures prises afin de réduire l'exposition aux risques de crédit. Le repositionnement des Services financiers aux entreprises était d'ailleurs relié principalement au portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Les Services financiers aux entreprises constituent un important secteur d'activité pour la Banque et un marché où elle peut livrer concurrence de manière efficiente et développer de bonnes relations d'affaires avec ses clients. Dans la mesure où la situation économique continue de s'améliorer, ce portefeuille est en bonne position pour se développer dans les principaux marchés où la Banque a déjà confirmé son expertise.

Les prêts commerciaux sont bien diversifiés en termes d'industries comme en fait foi le graphique suivant. La plus grande part du portefeuille de prêts, soit 20 %, est attribuée au secteur manufacturier. La catégorie « Autres », qui représente 14 % du portefeuille de prêts commerciaux, inclut les services sociaux et les soins de santé ainsi que diverses autres industries.

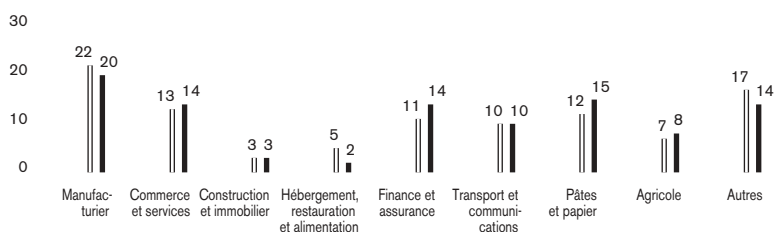
Prêts hypothécaires commerciaux par types de propriétés

En pourcentage



Prêts commerciaux par industrie

En pourcentage



— 2002
— 2003

Prêts douteux

Sur la base du niveau de prêts douteux bruts au 31 octobre 2003, la qualité de crédit s'est améliorée comparativement à la situation qui prévalait à la même date en 2002. Les pertes sur prêts des portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux ont été moins importantes que prévu, ce qui a permis de contrebalancer des pertes plus élevées dans les portefeuilles de prêts personnels et commerciaux. Les prêts douteux bruts ont diminué, passant de 227,0 millions \$ au 31 octobre 2002 à 185,2 millions \$ au 31 octobre 2003, soit une baisse de 41,8 millions \$, ou 18 %. Tous les portefeuilles ont contribué à cette amélioration, comme l'indique le tableau 9.

TABLEAU 9

Prêts douteux

Aux 31 octobre, en millions de dollars

	2003			2002		
	Brut	Provisions spécifiques	Net	Brut	Provisions spécifiques	Net
Prêts personnels	19,6 \$	(9,3)\$	10,3 \$	24,4 \$	(8,6)\$	15,8 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	14,0	(3,7)	10,3	14,1	(6,9)	7,2
Prêts hypothécaires commerciaux	13,0	(6,1)	6,9	26,6	(17,2)	9,4
Prêts commerciaux et autres	138,6	(66,8)	71,8	161,9	(99,7)	62,2
Total	185,2 \$	(85,9)\$	99,3 \$	227,0 \$	(132,4)\$	94,6 \$
Provisions générales			(77,3)			(85,5)
Total – prêts douteux nets			22,0 \$			9,1 \$

En % du total des prêts, acceptations

bancaires et actifs achetés en vertu

d'ententes de revente

0,2 %

0,1 %

Les provisions spécifiques ont diminué de 46,5 millions \$, passant de 132,4 millions \$ au mois d'octobre 2002 à 85,9 millions \$ au 31 octobre 2003, un résultat attribuable principalement à la radiation de prêts commerciaux. Les prêts douteux nets ont augmenté à 22,0 millions \$, soit 0,2 % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente, au 31 octobre 2003, comparativement à 9,1 millions \$, ou 0,1 % du total des prêts, acceptations bancaires et actifs achetés en vertu d'ententes de revente, au 31 octobre 2002, y inclus les retombées de la provision générale, tel qu'il a été expliqué précédemment.

Les provisions générales sont établies afin de faire face à des pertes potentielles dans les portefeuilles de prêts, qui n'auraient pas été identifiées jusqu'à présent, et de manière spécifique, comme prêts douteux. La provision générale s'établissait à 77,3 millions \$ au 31 octobre 2003, comparativement à 85,5 millions \$ en 2002. Cette baisse découle du renversement de la provision générale, tel qu'il a été expliqué précédemment. Pour l'exercice financier 2003, la provision générale attribuée, de 53,1 millions \$, est estimée selon le profil de pertes historiques et selon un facteur de référence au cycle économique pour les divers portefeuilles. La provision générale non attribuée tient compte des changements récents dans la composition du portefeuille, dans les conditions économiques et de marché, de même que du risque associé au modèle et aux estimations. En pourcentage des prêts pondérés par le risque, y compris les acceptations bancaires, la provision générale est demeurée stable à 1,10 %, comparativement à 1,06 % en 2002. La baisse de la provision générale a été contrebalancée par les retombées positives de la diminution des volumes à la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ainsi que de la diminution des portefeuilles de prêts commerciaux. La note 4 des états financiers consolidés offre de plus amples renseignements à ce propos.

Actif administré et actif sous gestion

L'actif administré et l'actif sous gestion se composent d'instruments financiers et d'autres actifs administrés ou gérés pour d'autres parties, et qui ne sont pas présentés au bilan étant donné que la Banque n'exerce aucun contrôle sur de tels actifs. La Banque perçoit des frais et commissions de ces actifs. L'actif administré et l'actif sous gestion comprennent des prêts hypothécaires commerciaux et résidentiels sous gestion reliés aux activités de titrisation, des actifs détenus par des clients auxquels la Banque fournit des services tels le placement, le règlement d'opérations d'achat et de vente, les services administratifs et la perception des revenus de placement, ainsi que l'actif des régimes autogérés offerts par sa filiale B2B Trust.

Par l'intermédiaire de sa filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne et de sa participation dans la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs, la Banque gère également des portefeuilles de placement de particuliers et d'institutions, ainsi que des fonds communs de placement.

Au 31 octobre 2003, l'actif administré par la Banque s'établissait à 15,5 milliards \$, comparativement à 14,9 milliards \$ au 31 octobre 2002 comme l'indique le tableau 10. L'augmentation des régimes de retraite autogérés, d'un exercice financier à l'autre, est attribuable principalement à la performance des marchés qui a eu un effet positif sur leur évaluation. Les prêts hypothécaires sous gestion ont diminué en raison de la baisse des opérations de titrisation. Les actifs des fonds communs de placement ont augmenté sous l'effet combiné de la performance du marché et des ventes nettes positives. Les actifs institutionnels ont également augmenté, de manière importante, grâce au développement de nouvelles affaires par BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs. Les actifs de courtage de clients et les actifs de particuliers en fiducie, pour leur part, sont demeurés relativement stables.

TABLEAU 10

Actif administré

Aux 31 octobre, en millions de dollars	2003	2002	2001	Variation 03/02
REER et FERR autogérés	8 512 \$	8 009 \$	8 328 \$	6 %
Institutionnels	2 644	2 058	1 432	28
Prêts hypothécaires sous gestion	1 428	2 055	2 289	(31)
Actifs de courtage de clients	1 345	1 316	1 513	2
Fonds communs de placement	1 238	1 157	1 238	7
Autres – Particuliers	321	298	295	8
Total – actif administré	15 488 \$	14 893 \$	15 095 \$	4 %

Dépôts

Le total des dépôts de particuliers a diminué de 1,5 milliard \$ au cours de l'exercice financier 2003, passant de 12,0 milliards \$ en 2002 à 10,5 milliards \$ en 2003. En excluant les retombées de la vente des succursales, les dépôts de particuliers ont augmenté de 114 millions \$, ce qui reflète la préférence des investisseurs pour les produits de dépôt.

La Banque a maintenu sa forte présence auprès des intermédiaires financiers indépendants par le biais de sa ligne d'affaires B2B Trust et de son réseau indirect d'agents à travers le Canada. Au 31 octobre 2003, les dépôts de B2B Trust demeuraient relativement stables, à 2,2 milliards \$, comparativement à 2,3 milliards \$ au 31 octobre 2002. Le portefeuille de dépôts des Services financiers aux particuliers, y compris les dépôts confiés à des agents, s'élevait à 8,3 milliards \$ au terme de l'exercice financier 2003, soit une augmentation de 0,2 milliard \$ comparativement à 2002, en excluant les retombées de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Les dépôts de particuliers dans le réseau de succursales au Québec s'élevaient à 5,6 milliards \$ au 31 octobre 2003 et à 5,3 milliards \$ au 31 octobre 2002. Les dépôts confiés provenant d'agents s'établissaient à 2,8 milliards \$ aux 31 octobre 2003 et 2002, tandis que les dépôts provenant de l'Ontario et de l'Ouest canadien s'élevaient à 1,6 milliard \$ au 31 octobre 2003 et à 1,5 milliard \$ au 31 octobre 2002, en excluant les retombées de la vente des succursales.

Les dépôts des particuliers représentaient 79 % des dépôts totaux au 31 octobre 2003 comparativement à 80 % au 31 octobre 2002.

Les dépôts des entreprises, des banques et des institutions gouvernementales ont légèrement diminué, passant de 3,0 milliards \$ au 31 octobre 2002 à 2,8 milliards \$ au 31 octobre 2003. Cette baisse découle essentiellement de la vente des succursales en Ontario et dans l'Ouest canadien.

TABLEAU 11

Dépôts

Aux 31 octobre, en millions de dollars	2003	2002	2001	Variation 03/02
Dépôts de particuliers				
À vue et à préavis	1 808 \$	1 985 \$	1 701 \$	(9)%
À terme fixe	8 701	10 023	9 819	(13)
Sous-total – dépôts de particuliers	10 509	12 008	11 520	(12)
En % du total des dépôts	79,1 %	80,2 %	79,3 %	
Entreprises et autres				
À vue et à préavis	630	750	618	(16)
À terme fixe	2 154	2 210	2 380	(3)
Sous-total – entreprises et autres	2 784	2 960	2 998	(6)
En % du total des dépôts	20,9 %	19,8 %	20,7 %	
Total – dépôts	13 293 \$	14 968 \$	14 518 \$	(11)%

Capital

L'avoir des actionnaires s'élevait à 873,3 millions \$ au 31 octobre 2003, soit une augmentation de 51 millions \$ par rapport à l'exercice financier précédent. La croissance des bénéfices non répartis représentait la principale source de cette augmentation, tandis que des changements marginaux aux capital-actions ordinaires et privilégiées se sont mutuellement contrebalancés, tel qu'il est expliqué ci-dessous. L'avoir des actionnaires ordinaires a également augmenté, passant de 622,0 millions \$ au 31 octobre 2002 à 673,3 millions \$ au 31 octobre 2003.

Au cours de l'exercice financier 2003, la Banque a émis 26 982 actions ordinaires en vertu de son régime d'options d'achat d'actions, pour un produit de 0,6 million \$. Au 31 octobre 2003, 23 435 585 actions ordinaires étaient en circulation. Au mois de juin 2003, par ailleurs, la Banque a finalisé le rachat de ses actions privilégiées de catégorie A, Série 2, pour un montant de 0,4 million \$.

La structure de capital de la Banque est réexaminée périodiquement afin de maximiser le taux de rendement du capital investi, au bénéfice des actionnaires, tout en s'assurant qu'elle réponde aux exigences réglementaires.

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque a augmenté à 28,73 \$ au 31 octobre 2003, alors qu'elle s'établissait à 26,57 \$ au 31 octobre 2002.

Le capital total de la Banque, composé de l'avoir des actionnaires, de la part des actionnaires sans contrôle et des débiteures, s'élevait à 1 315 millions \$ au 31 octobre 2003, comparativement à 1 269 millions \$ au 31 octobre 2002, soit une augmentation de 46 millions \$ au cours de l'exercice financier. Cette augmentation découle de l'augmentation des bénéfices non répartis, moins l'impact du programme de rachat d'actions de B2B Trust, qui a réduit la part des actionnaires sans contrôle dans une filiale. La Banque surveille étroitement la qualité de son capital puisqu'il constitue un facteur essentiel dans l'évaluation de son niveau de sécurité et de solidité par rapport à l'ensemble des risques liés à ses activités.

Les tableaux 12 et 13 présentent l'actif pondéré par le risque et le capital réglementaire qui servent au calcul des ratios, tels qu'établis par la Banque des règlements internationaux (BRI).

Les ratios BRI de capital de première catégorie et de capital total ont augmenté, s'établissant respectivement à 10,2 % et 15,2 % au 31 octobre 2003, alors qu'ils s'établissaient à 8,8 % et 13,5 % au 31 octobre 2002. À la suite de la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, et compte tenu de l'évolution de son bilan, la Banque a réduit l'actif pondéré par le risque de 866 millions \$ au cours de l'exercice financier. Le ratio de levier financier de la Banque s'établissait à 13,1 comparativement à 15,0 au 31 octobre 2002. Le ratio de l'avoir des actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré par le risque s'établissait à 8,5 % au 31 octobre 2003, soit une augmentation par rapport au ratio de 7,2 % établi au 31 octobre 2002. Le ratio de l'avoir des actionnaires ordinaires tangible (avoir des actionnaires ordinaires moins les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels) sur l'actif pondéré par le risque s'établissait à 7,8 % au 31 octobre 2003, soit une augmentation par rapport au ratio de 6,7 % établi au 31 octobre 2002, ce qui reflète le faible niveau des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels.

Au cours de l'exercice financier 2003, la Banque a renforcé ses ratios de capital, les portant à de nouveaux sommets. Cette solidité joue un rôle important dans la protection des déposants et des créanciers de la Banque contre les risques inhérents à ses activités, et permet en outre à la Banque de tirer parti d'occasions d'affaires intéressantes.

TABLEAU 12

Actif pondéré par le risque

Aux 31 octobre, en milliers de dollars

		2003		2002	
	Facteur de pondération BRI	Capital nominal brut	Solde pondéré par le risque	Capital nominal brut	Solde pondéré par le risque
Actif au bilan					
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	0 %	97 882 \$	- \$	166 598 \$	- \$
	20 %	2 119	424	2 128	426
Dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	20 %	622 923	124 584	264 972	52 994
Chèques et autres effets en transit, montant net	20 %	111 809	22 362	19 973	3 995
Valeurs mobilières émises ou garanties par le Canada ou des provinces	0 %	2 551 061	-	2 687 440	-
Valeurs mobilières émises ou garanties par des corps municipaux	20 %	33 323	6 665	44 033	8 807
Autres valeurs mobilières	100 %	332 111	332 111	240 906	240 906
	20 %	100 101	20 020	59 445	11 889
	0 %	54 280	-	18 233	-
Prêts hypothécaires					
Assurés SCHL	0 %	3 031 414	-	4 035 549	-
Autres assurés ⁽¹⁾	0 %	134 135	-	147 652	-
Autres assurés ⁽¹⁾	50 %	14 904	7 452	16 406	8 203
Résidentiels 4 logements et moins	50 %	1 358 217	679 109	1 547 525	773 763
Résidentiels plus de 4 logements	100 %	726 106	726 106	884 681	884 681
Non résidentiels	100 %	691 492	691 492	928 400	928 400
Autres prêts et engagements de clients en contrepartie d'acceptations ⁽²⁾	0 %	1 246 826	-	1 293 094	-
	20 %	198	40	1 937	387
	100 %	4 947 643	4 947 643	5 468 809	5 468 809
Autres éléments d'actif	100 %	596 122	596 122	689 866	689 866
Écarts d'acquisition et autres	0 %	85 102	-	77 969	-
Provisions générales			72 954		81 170
Total – actif au bilan		16 737 768 \$	8 227 084	18 595 616 \$	9 154 296
Éléments hors bilan					
Instruments financiers dérivés			60 293		49 540
Engagements relatifs au crédit			123 165		72 692
Total – actif pondéré par le risque – BRI			8 410 542 \$		9 276 528 \$

(1) Moins l'ajustement aux fins de garanties.

(2) Incluant les actifs achetés en vertu d'ententes de revente.

TABLEAU 13

Capital réglementaire – BRI

Aux 31 octobre, en millions de dollars	2003	2002	2001	Variation 03/02
Capital de première catégorie				
Capital-actions ordinaires	246,8 \$	246,2 \$	234,2 \$	- %
Bénéfices non répartis	426,5	375,8	385,1	13
Actions privilégiées non cumulatives	200,0	200,0	160,0	-
Participation sans contrôle dans des filiales (de la catégorie 1)	41,8	52,3	46,6	(20)
Moins écarts d'acquisition	(54,0)	(54,0)	(62,0)	-
Total – capital de première catégorie (A)	861,1	820,3	763,9	5
Capital de seconde catégorie				
Actions privilégiées permanentes	-	0,4	0,4	(100)
Débetures subordonnées ⁽¹⁾	400,0	400,0	380,5	-
Provisions générales	73,0	81,2	82,7	(10)
Participation sans contrôle dans des filiales (instruments subordonnés à terme)	-	1,4	1,4	(100)
Total – capital de seconde catégorie	473,0	483,0	465,0	(2)
Investissement dans une société satellite, titrisation et autres	(54,2)	(53,9)	(58,7)	1
Capital réglementaire – BRI (B)	1 279,9 \$	1 249,4 \$	1 170,2 \$	2 %
Total de l'actif pondéré par le risque – BRI (Tableau 12) (C)	8 410,5 \$	9 276,5 \$	9 444,3 \$	
Ratio BRI de première catégorie (A/C)	10,2 %	8,8 %	8,1 %	
Ratio BRI total (B/C)	15,2 %	13,5 %	12,4 %	
Ratio de levier financier	13,1 x	15,0 x	15,2 x	
Avoir des actionnaires ordinaires en pourcentage de l'actif pondéré par le risque – BRI	8,5 %	7,2 %	7,0 %	
Avoir des actionnaires ordinaires tangibles en pourcentage de l'actif pondéré par le risque	7,8 %	6,7 %	6,3 %	

(1) Les débetures sont amorties selon une méthode de pondération linéaire au cours des cinq années précédant leur échéance.

Dividendes

Les actionnaires de la Banque ont bénéficié de sa tradition ininterrompue de paiement de dividendes. Déterminé à créer de la valeur pour ses actionnaires, le conseil d'administration a approuvé une hausse du ratio cible de paiement de dividendes sur les actions ordinaires à l'intérieur d'une fourchette de 40 % à 50 % des bénéfices. Le conseil d'administration a l'intention de maintenir le dividende sur les actions ordinaires à son niveau actuel de 0,29 \$ par action par trimestre, dans la mesure où les objectifs financiers, tels que décrits dans la section *Performance et objectifs financiers* du présent Rapport annuel, sont atteints et où des ratios de capital élevés peuvent être maintenus.

Au cours de l'exercice financier 2003, la Banque a déclaré un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire pour chacun des trimestres, soit un total de 1,16 \$ par action ordinaire, ou 27,2 millions \$, comparativement à 26,9 millions \$ en 2002. La différence est reliée à l'effet des actions émises en 2002 pour un premier exercice financier complet, ainsi qu'à l'émission d'actions en 2003. Les dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents, totalisaient 13,9 millions \$, comparativement à 15,1 millions \$ en 2002. Cette baisse est attribuable principalement à l'augmentation des économies d'impôts sur le revenu liées aux impôts payables sur les dividendes, le montant des dividendes payés demeurant le même.

Cotes de crédit

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur les cotes de crédit de la Banque.

Le 15 décembre 2003, Dominion Bond Rating Service (DBRS) a réduit certaines cotes de crédit liées aux instruments à long terme, tout en maintenant le niveau associé aux instruments à court terme. Le 7 octobre 2003, Standard & Poor's a annoncé qu'elle abaissait certaines cotes de la Banque mais révisait ses perspectives, de négatives à stables. Ces changements reflètent la relative baisse de la rentabilité par rapport aux exercices antérieurs et aux autres banques canadiennes. Toutefois, la solide situation financière de la Banque a permis de maintenir des cotes de crédit intéressantes, surtout en ce qui a trait aux instruments à court terme et, par conséquent, les modifications ne devraient pas avoir de répercussions importantes sur les liquidités et les coûts de financement. Ces cotes seront réévaluées à la lumière des résultats futurs de la Banque et de sa capacité à exécuter son plan d'affaires.

TABLEAU 14

Cotes de crédit

	DBRS	Standard & Poor's
Dépôts et dettes de premier rang	BBB (haut)	BBB+
Instruments à court terme	R-1 (bas)	A-2 (A-1 bas, selon le groupe de référence canadien)
Débetures subordonnées	BBB	BBB
Actions privilégiées	Pfd-3 (haut)n	BBB- (P-2 bas, selon le groupe de référence canadien)

RÉSULTATS PAR LIGNE D'AFFAIRES

La Banque compte quatre lignes d'affaires : les Services financiers aux particuliers ; les Services financiers aux entreprises ; B2B Trust et Gestion du patrimoine et Courtage.

Pour l'exercice financier 2003, leur contribution au revenu net de la Banque, excluant le secteur Autres, s'établissait à 30,6 % pour les Services financiers aux particuliers, à 33,4 % pour les Services financiers aux entreprises, à 20,1 % pour B2B Trust et à 15,9 % pour Gestion du patrimoine et Courtage. Pour l'exercice financier 2002, ces contributions s'élevaient respectivement à 81,2 %, (12,9) %, 29,9 % et 1,8 %. Pour les exercices financiers 2002 et 2003, les contributions des lignes d'affaires au revenu net, comme l'indique le tableau 15, ont été affectées par des provisions additionnelles pour pertes sur prêts de 70 millions \$ et de 10 millions \$ respectivement, lesquelles ont été comptabilisées aux résultats des Services financiers aux entreprises. Les autres éléments spéciaux n'ont pas été imputés aux lignes d'affaires.

TABLEAU 15

Résultats sectoriels

Pour les exercices terminés les 31 octobre, en pourcentage

	2003			2002		
	Revenus totaux	Revenu net	Ratio d'efficacité	Revenus totaux	Revenu net	Ratio d'efficacité
Services financiers aux particuliers	66,5 %	30,6 %	84,7 %	65,9 %	81,2 %	75,6 %
Services financiers aux entreprises	16,7 %	33,4 %	37,5 %	18,2 %	(12,9) %	34,2 %
B2B Trust	11,2 %	20,1 %	60,2 %	12,0 %	29,9 %	51,4 %
Gestion du patrimoine et Courtage	5,6 %	15,9 %	62,6 %	3,9 %	1,8 %	93,2 %

Services financiers aux particuliers

Le revenu net attribuable aux Services financiers aux particuliers a diminué, passant de 41,6 millions \$ en 2002 à 16,8 millions \$ en 2003. La diminution des marges nettes d'intérêt a eu un impact sur le revenu net pour l'exercice financier 2003. Cette diminution est attribuable principalement à des pratiques plus agressives en matière de tarification des prêts et, dans une moindre mesure, des dépôts, qui ont entraîné une réduction des marges. La baisse des portefeuilles de prêts dans les marchés de l'Ontario et de l'Ouest canadien a également eu un effet négatif sur les marges nettes d'intérêt.

Le ratio d'efficacité a fléchi et s'établissait à 84,7 % en 2003, comparativement à 75,6 % en 2002. Ce résultat découle d'une baisse des marges nettes d'intérêt de 7 % par rapport à l'an dernier, laquelle est liée à la vive compétition en matière de taux d'intérêt à l'échelle canadienne, alors que d'autres banques décidaient de mettre l'accent sur les services aux particuliers, ainsi que de la diminution des autres revenus de 5 % et de l'augmentation des frais d'exploitation de 5 %, notamment des coûts de location et des coûts de la rémunération, incluant les coûts des régimes de retraite.

La ligne d'affaires Services financiers aux particuliers représente plus de 50 % du revenu total de la Banque. D'importants efforts ont été déployés afin de s'assurer que sa contribution aux revenus continue de croître, et qu'elle constitue un moteur de développement pour la Banque. Le projet *Entrepreneurship*, mis en marche l'an dernier en tant que projet pilote dans 18 succursales, représentait à cet égard une initiative de premier plan, conçue pour assurer l'amélioration des résultats. Ce projet a vraiment permis d'améliorer la motivation du personnel, la satisfaction de la clientèle et les relations avec celle-ci, ce qui, par conséquent, a favorisé la croissance. Dans le même esprit, le programme *L'Hypothèque Simplifiée* a été conçu afin de moderniser et de différencier l'offre de produits de la Banque avec des produits bancaires plus conviviaux. Au cours du deuxième semestre de l'exercice financier 2003, la Banque a également réexaminé sa stratégie de tarification et de commissions dans le domaine du financement aux points de vente afin d'en améliorer la rentabilité. Toutes ces initiatives devraient contribuer de manière positive aux résultats de l'exercice financier 2004.

Depuis le début de l'exercice financier 2003, les Services financiers aux particuliers gèrent tous les services indirects aux particuliers offerts par la Banque à travers le Canada, y compris le financement aux points de vente, les services d'agents de dépôts et de courtiers hypothécaires. Les données comparatives pour l'exercice financier 2002 ont été reclassées afin d'en assurer la conformité avec la présentation des résultats du dernier exercice financier.

TABLEAU 16

Services financiers aux particuliers

Pour les exercices terminés les 31 octobre, en millions de dollars

	2003	2002
Revenu net d'intérêt	274,2 \$	295,0 \$
Autres revenus	95,2	100,3
Revenu total	369,4	395,3
Provision pour pertes sur prêts	28,8	27,6
Frais autres que d'intérêt	312,9	298,8
Revenu avant impôts sur le revenu	27,7	68,9
Impôts sur le revenu	10,9	27,3
Revenu net	16,8 \$	41,6 \$

Points saillants du plan d'affaires

La récente vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien permettra à la Banque de concentrer ses efforts sur les services financiers directs aux particuliers au Québec, tout en maintenant sa présence à travers le Canada par l'entremise de ses services indirects. La contribution des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien s'établissait approximativement à 26,3 millions \$ avant impôts sur le revenu (17,1 millions \$ après impôts sur le revenu) pour l'exercice financier 2003, compte tenu de certaines dépenses d'environ 12,2 millions \$ qui ne peuvent être réduites immédiatement.

À la suite de l'analyse des opérations qui a mené à la définition du plan de repositionnement de la Banque, des stratégies ont été élaborées afin d'accroître les revenus réalisés par les activités conservées de cette ligne d'affaires et de compenser la perte de la source de revenus que constituaient les succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Les stratégies les plus importantes à cet égard sont présentées de manière plus détaillée dans la section *Notre nouveau plan d'affaires*, et s'articulent autour des volets suivants :

- renouveler la « signature » de la Banque et optimiser le réseau de succursales ;
- étendre le projet *Entrepreneurship* ;
- adopter une « approche détaillant » pour le service à la clientèle ;
- mettre en valeur la stratégie multi-canaux à travers le Canada.

Services financiers aux entreprises

Les Services financiers aux entreprises ont annoncé un revenu net de 18,3 millions \$ pour l'exercice financier 2003, comparativement à une perte nette de 6,6 millions \$ en 2002. Le ratio d'efficacité de cette ligne d'affaires s'établissait à 37,5 % en 2003, comparativement à 34,2 % en 2002. Les résultats pour l'exercice financier 2003 ont été affectés par la perte sur prêts de 10,0 millions \$ liée à Air Canada, ainsi que par une perte sur prêts de 5,8 millions \$ liée à une seule exposition dans le secteur manufacturier. Les résultats pour l'exercice financier 2002, pour leur part, ont été affectés par la provision additionnelle pour pertes sur prêts de 70,0 millions \$, liée au risque total de la Banque vis-à-vis de Téléglobe et d'autres prêts commerciaux. Les autres revenus ont diminué, passant de 41,5 millions \$ en 2002 à 29,8 millions \$ en 2003, un résultat attribuable au repositionnement qui a entraîné une baisse du niveau de nouvelles affaires et de l'actif pondéré par le risque, ainsi que des commissions sur prêts.

La valeur des prêts commerciaux et des acceptations bancaires s'établissait à 1 807 millions \$ au 31 octobre 2003, comparativement à 2 205 millions \$ au 31 octobre 2002, soit une baisse de 398 millions \$ au cours de l'exercice financier. Compte tenu de l'importance des provisions pour pertes sur prêts enregistrées en 2002, les Services financiers aux entreprises ont adopté un plan de repositionnement comprenant, entre autres, une diminution de l'exposition aux risques de crédit. Au mois de mai 2002, cette ligne d'affaires comptait 20 prêts de plus de 20 millions \$, tandis qu'au terme de l'exercice financier 2003, il n'en restait plus que sept. La Banque entend accroître le volume du portefeuille de prêts commerciaux au cours des prochaines années en misant sur la haute qualité des prêts.

Afin d'aider la direction en matière d'études de crédit et d'approbation de demandes de prêts, la Banque a élaboré son propre système de taux de rendement du capital investi, ajusté en fonction des risques. Les nouveaux prêts sont donc maintenant approuvés sur la base de ce modèle conçu afin d'optimiser la tarification et d'améliorer les résultats.

Les prêts hypothécaires commerciaux représentent une importante source d'activité pour la Banque. La compétition agressive en matière de taux pour les prêts à terme a cependant forcé la Banque à ne compter, principalement, que sur le financement de projets immobiliers à plus court terme au cours de l'exercice financier 2003. La diminution des volumes de prêts à terme explique ainsi en partie la baisse de la contribution aux résultats des Services financiers aux entreprises en 2003. Par contre, au terme de l'exercice financier 2003, les nouveaux engagements de prêts, particulièrement de prêts à la construction, s'élevaient à plus de 350 millions \$, confirmant la position avantageuse de la Banque dans ce marché.

TABLEAU 17

Services financiers aux entreprises

Pour les exercices terminés les 31 octobre, en millions de dollars

	2003	2002
Revenu net d'intérêt	62,8 \$	67,4 \$
Autres revenus	29,8	41,5
Revenu total	92,6	108,9
Provision pour pertes sur prêts	27,5	82,7
Frais autres que d'intérêt	34,8	37,3
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu	30,3	(11,1)
Impôts sur le revenu (récupération)	12,0	(4,5)
Revenu (perte) net(te)	18,3 \$	(6,6)\$

Points saillants du plan d'affaires

L'importance que les Services financiers aux entreprises accordent à la qualité des relations avec les clients constitue sa force principale. Cette ligne d'affaires mettra donc en œuvre une stratégie à multiples facettes, fondée sur le développement de services bancaires personnalisés :

- poursuivre le développement d'une approche plus personnalisée visant à répondre aux besoins des clients ;
- accroître de manière significative, au cours des prochaines années, le volume de prêts commerciaux de haute qualité ;
- exploiter la réputation de la Banque comme prêteur de premier plan pour les projets de construction afin d'assurer la croissance du portefeuille de prêts immobiliers tant au Québec qu'à l'extérieur du Québec ;
- procéder à une réorganisation interne afin d'offrir de meilleurs services aux petites entreprises ;
- devenir un prêteur reconnu dans le domaine agricole au Québec.

B2B Trust

B2B Trust est une institution financière réglementée, sous charte fédérale, et une filiale à hauteur de 77,3 % (74,3 % en 2002) de la Banque. Elle fournit des produits bancaires et financiers génériques et complémentaires aux intermédiaires financiers indépendants, aux institutions financières non bancaires et aux détaillants à travers le Canada.

La contribution de B2B Trust au revenu net de la Banque, compte tenu de l'impact du revenu attribuable à la part des actionnaires sans contrôle, a diminué à 11,0 millions \$ en 2003, comparativement à 15,3 millions \$ en 2002. L'évolution de la rentabilité de B2B Trust de l'exercice financier 2002 à l'exercice financier 2003 est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Le revenu total s'établissait à 62,5 millions \$ en 2003, comparativement à 71,8 millions \$ en 2002, soit une baisse de 9,3 millions \$. Le revenu net d'intérêt a diminué de 8,1 millions \$, s'établissant à 46,8 millions \$ en 2003 alors qu'il s'établissait à 54,9 millions \$ en 2002. La marge nette d'intérêt a diminué à 1,77 % en 2003, comparativement à 2,16 % en 2002. La baisse du revenu net d'intérêt découle principalement de la diminution des volumes de prêts à l'investissement et des prêts hypothécaires résidentiels, ainsi que de l'augmentation des dépôts à taux d'intérêt élevés, contrebalancée en partie par la croissance des portefeuilles de marges de crédit.
- La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 1,7 million \$ en 2003, comparativement à 0,8 million \$ en 2002 ;
- Les frais autres que d'intérêt sont demeurés stables, à 37,6 millions \$, comparativement à 36,9 millions \$ en 2002 ;
- Le ratio d'efficacité a augmenté à 60,2 % en 2003, comparativement à 51,4 % en 2002, un résultat attribuable essentiellement à la baisse des revenus.

La croissance des prêts à l'investissement dépend principalement du succès de la campagne REER et de la vigueur du marché des actions. B2B Trust prévoit que ces instruments de prêts reprendront leur rythme de croissance au cours de l'exercice financier 2004 alors que le marché des actions retrouvera son mode historique de performance, supérieure à celle des marchés à taux fixe, et que les mouvements dans le domaine des fonds communs de placement se révéleront positifs à l'approche de la campagne REER 2004. B2B Trust prévoit présentement que le portefeuille de marges de crédit contribuera à sa croissance interne alors que de nouvelles marges de crédit sont lancées et que les consommateurs profiteront des possibilités actuelles d'approbation de crédit. La croissance enregistrée au cours des deux dernières années découle principalement de l'acquisition d'actifs et des ententes de mise en marché conclues avec des tierces parties.

TABLEAU 18

B2B Trust

Pour les exercices terminés les 31 octobre, en millions de dollars

	2003	2002
Revenu net d'intérêt	46,8 \$	54,9 \$
Autres revenus	15,7	16,9
Revenu total	62,5	71,8
Provision pour pertes sur prêts	1,7	0,8
Frais autres que d'intérêt	37,6	36,9
Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	23,2	34,1
Impôts sur le revenu	8,6	13,5
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	3,6	5,3
Revenu net	11,0 \$	15,3 \$

Points saillants du plan d'affaires

B2B Trust a ajusté son modèle d'affaires afin de concentrer ses efforts sur le développement de produits de crédit. Sa croissance s'articulera sur les axes suivants :

- offrir une gamme plus large de prêts à l'investissement en termes de conception de produits, de canaux de distribution et de marchés afin de réduire progressivement sa dépendance par rapport aux activités de prêts sur fonds communs de placement ;
- développer les opérations de prêts à la consommation, offerts à la fois par l'entremise des canaux de distribution traditionnels et par l'entremise de grands détaillants.

Gestion du patrimoine et Courtage

Gestion du patrimoine et Courtage a présenté un revenu net de 8,7 millions \$ en 2003, comparativement à un revenu net de 0,9 million \$ en 2002. La vente d'actions de TSX Group inc. au cours du premier trimestre 2003 a produit un gain après impôts sur le revenu de 6,7 millions \$. BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs (BLC-EdR) et Valeurs mobilières Banque Laurentienne (VMBL) ont toutes deux amélioré légèrement leurs résultats en 2003.

BLC-EdR gère un actif total de 1,6 milliard \$ par le biais de ses divisions de fonds communs de placement et de gestion financière privée et institutionnelle. Au terme de l'exercice financier 2002, cet actif total s'établissait à 1,2 milliard \$. Les clients de la Banque et de BLC-EdR ont accès à une gamme complète de fonds offerts sous la bannière Fonds R.

VMBL occupe une position de chef de file dans le domaine du marché obligataire institutionnel, avec une présence significative sur les marchés primaire et secondaire, et offre également des services de courtage de détail. Au 31 octobre 2003, VMBL gérait un actif total de 2,7 milliards \$, y compris un actif propre de 1,3 milliard \$, ainsi que des portefeuilles de clients de 1,4 milliard \$. Au terme de l'exercice financier 2002, VMBL gérait un actif total de 3,3 milliards \$, y compris un actif propre de 2,0 milliards \$, ainsi que des portefeuilles de clients de 1,3 milliard \$.

TABLEAU 19

Gestion du patrimoine et Courtage

Pour les exercices terminés les 31 octobre, en millions de dollars

	2003	2002
Revenu net d'intérêt	1,3 \$	0,2 \$
Autres revenus	29,7	23,1
Revenu total	31,0	23,3
Frais autres que d'intérêt	19,4	21,7
Revenu avant impôts sur le revenu	11,6	1,6
Impôts sur le revenu	2,9	0,7
Revenu net	8,7 \$	0,9 \$

Points saillants du plan d'affaires

Gestion du patrimoine et Courtage mettra en œuvre une stratégie fondée sur plusieurs axes de développement :

- s'appuyer sur la pertinence des activités courantes afin de générer une croissance interne dans le domaine des fonds communs de placement, ainsi que dans les services de gestion de portefeuilles institutionnels et privés ;
- poursuivre le développement des activités auprès des grandes entreprises et des investisseurs institutionnels ;
- développer les services de courtage au détail grâce à un système interne de références et à une équipe de ventes élargie ;
- mettre en ligne un site Internet transactionnel pour le courtage au détail.

Autres secteurs

La contribution nette des autres secteurs s'élevait à 37,0 millions \$ en 2003, comparativement à une perte de 7,0 millions \$ en 2002. En excluant le gain après impôts sur le revenu de 54,9 millions \$, réalisé par la vente des succursales de l'Ontario et de l'Ouest canadien, ainsi que les frais de restructuration après impôts sur le revenu de 12,8 millions \$, la perte nette pour l'exercice financier 2003 s'établit à 5,1 millions \$. Les autres secteurs comprennent essentiellement les activités de trésorerie et de titrisation, de même que d'autres activités non attribuables aux secteurs déjà mentionnés.

Cadre de gestion intégrée des risques

La Banque s'est dotée d'un Cadre de gestion intégrée des risques (le « Cadre ») qui constitue l'un des principaux éléments de gestion du risque et qui permet aux administrateurs de remplir leurs obligations en matière d'évaluation des risques liés à l'institution.

Objectifs du cadre

- Créer une culture de gestion des risques ;
- veiller à ce que la tolérance au risque soit en accord avec la stratégie et les objectifs de la Banque et que ses ressources, sa technologie et ses processus soient alignés sur ses objectifs ;
- déceler, comprendre et évaluer en permanence les risques importants ;
- veiller à l'établissement de mesures qui permettent d'optimiser le ratio rendement/risque ;
- veiller à l'établissement de limites de risque et de politiques de gestion des risques saines et prudentes ;
- veiller à l'établissement et à l'application de contrôles internes efficaces ;
- veiller à l'établissement des rôles et responsabilités de la direction en matière de gestion des risques ; et
- s'assurer que la gestion des risques correspond aux meilleures pratiques de l'industrie.

Pour atteindre les objectifs que la Banque s'est fixés, le Cadre est divisé en deux zones distinctes, soit le milieu de contrôle et la régie d'entreprise. Le milieu de contrôle repose sur cinq fonctions : les ressources humaines, la planification stratégique, l'intégrité financière, la gestion des risques et la conformité. Le conseil d'administration s'assure que la Banque est dotée d'un processus adéquat de gestion stratégique qui tient compte des risques. La responsabilité de chaque fonction est déléguée à certains membres de la direction et supervisée par les comités du conseil. On trouvera en page 16 une description du rôle de chacun de ces comités.

Gestion intégrée des risques

La fonction Gestion intégrée des risques est une unité indépendante de la gestion courante des risques de crédit, de marché (y compris la gestion du risque de taux d'intérêt, de change étranger et de liquidité), de capital et opérationnels ; elle est notamment responsable de :

- l'établissement, la coordination et la mise à jour du Cadre de gestion intégrée des risques ;
- l'établissement et la mise à jour d'un cadre de surveillance des risques de crédit, de marché et opérationnels qui permet le suivi et le respect des politiques corporatives en matière de gestion des risques ;
- l'établissement et la mise à jour d'un cadre de gestion de la sécurité de l'information et d'un plan de continuité des opérations ;
- l'identification et la synthèse de l'ensemble des risques et contrôles grâce à une matrice des risques ;
- l'intégration des risques de crédit, de marché et opérationnels par la mesure du capital économique dans un cadre (RAROC) ; et
- la validation des modèles qui servent à mesurer les risques de la Banque.

Cette fonction fait rapport périodiquement au comité de gestion des risques de la direction et du conseil afin de lui permettre d'évaluer si la Banque est dotée d'un processus adéquat et efficace de gestion des risques.

Structure de gestion des risques

La direction a élaboré une structure de gestion des risques qui a été approuvée par le conseil d'administration. Le comité de direction a établi que le risque de crédit, le risque de marché (incluant le risque de taux d'intérêt, de change étranger et de liquidité), le risque de liquidité, le risque de gestion du capital, le risque structurel, le risque opérationnel et le risque réglementaire sont davantage contrôlables et mesurables et qu'ils peuvent être encadrés plus formellement. Par conséquent, ces risques font l'objet de politiques spécifiques et sont suivis par le comité de gestion des risques de la direction, comme on l'explique ci-dessous.

		Réglementation ↕	Réglementation ↕	
		Milieu de contrôle	Régie d'entreprise	
Gestionnaires ↕	Fonctions	Coordonnateurs		
		Ressources humaines	Responsable des ressources humaines	Comité des ressources humaines et de régie d'entreprise
		Planification stratégique	Chef de la direction / Chef de la direction financière	Conseil d'administration
		Intégrité financière	Chef de la direction financière	Comité de vérification
		Gestion des risques	Chef de la gestion des risques	Comité de la gestion des risques
		Conformité	Chef de la conformité	Comité de vérification
		Vérification interne ↕		

1. GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations financières ou contractuelles relativement à un instrument financier figurant ou non au bilan.

La gestion des risques de crédit est une fonction indépendante des opérations, ce qui préserve l'indépendance et l'intégrité de l'évaluation des risques. Le comité de crédit a pour mandat de superviser, sur une base opérationnelle, l'ensemble de la gestion du risque de crédit. Un rapport concernant la gestion du risque de crédit est présenté, une fois par trimestre, au comité de gestion des risques de la direction et du conseil. Les politiques dont s'est dotée la Banque en matière de gestion du risque de crédit assurent une juste appréciation des risques et l'établissement des taux prêteurs en conséquence. Ces politiques comprennent l'autorisation de crédit par niveau d'autorité, l'attribution de cotes de risque, la gestion des prêts douteux, l'établissement de provisions spécifiques et générales et la tarification en fonction du risque.

En 2002, la Banque a établi à 20 millions \$ la limite pour tout nouvel engagement de prêt et prévu des limites encore plus restrictives pour certains secteurs économiques. Des plafonds d'engagements ou de secteurs sont également prévus. L'année 2003 ayant été une année de défis dans les dossiers de prêts syndiqués, la Banque a poursuivi ses efforts de réduction de ses engagements de prêts supérieurs à 20 millions \$, si bien que ceux-ci ne représentaient plus que 4 dossiers au 31 octobre 2003, comparativement à 17 au 31 octobre 2002. Aucun prêt n'excédait 25 millions \$ au 31 octobre 2003.

Pour ce qui est de l'autorisation des contreparties et des prêts, le processus d'autorisation est fortement centralisé. La Banque est à la fine pointe de la technologie dans l'utilisation de systèmes experts pour appuyer le processus décisionnel relatif aux demandes de crédit personnel à la consommation, de prêts hypothécaires résidentiels et de cartes de crédit. La Banque assure un suivi rigoureux et systématique de son portefeuille de prêts sur les plans, aussi bien qualitatif que quantitatif, grâce à des mécanismes et politiques qui touchent la révision systématique des différents types de dossiers, des systèmes de mise à jour des cotes de risque et l'analyse de la tarification. Chaque mois, la direction de la Banque révisé la situation des prêts douteux et procède à un suivi des prêts en défaut depuis au moins 90 jours. Les processus de recouvrement sont centralisés et s'appuient sur une expertise spécialisée.

Au cours de l'exercice 2003, la Banque a revu son système de cotes de risque internes pour les emprunteurs commerciaux et augmenté de 9 à 18 le nombre de grades ; elle a également ajouté une cote de facilité. Cette amélioration est compatible avec les exigences de l'accord de Bâle II pour l'adoption de méthodes internes de calcul de capital réglementaire.

2. GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ

Politiques et normes

Le risque de marché correspond aux pertes financières que pourraient entraîner des fluctuations de taux d'intérêt, de taux de change et des cours obligataires et boursiers pour un instrument financier inscrit ou non au bilan. Ce risque est attribuable aux activités de financement, de placement et de négociation de la Banque.

Les risques de marché sont inhérents aux activités d'une institution qui négocie des instruments financiers dont la valeur est déterminée en fonction des taux ou des cours du marché. Il peut s'agir d'actions, d'obligations, d'options et d'opérations de change au comptant, d'opérations à terme et d'autres opérations sur instruments dérivés. La gestion efficace des risques de marché implique la gestion du ratio rendement/risque et des engagements de marché compte tenu de divers facteurs.

La Banque établit des politiques et des plafonds en fonction desquels elle surveille et limite l'exposition au risque de marché découlant de ses activités de négociation et de gestion de l'actif et du passif. Les politiques et les limites établies reflètent la ligne de conduite de la Banque et de ses filiales en matière de gestion des différents risques associés aux activités de trésorerie. La stratégie de gestion retenue, les principes adoptés et les objectifs fixés reflètent le degré de risque que la Banque et ses filiales sont disposées à assumer par rapport aux rendements escomptés. Des rapports détaillés sur le risque et sur la surveillance des limites sont produits quotidiennement.

Ces rapports de suivi des limites sont présentés :

- quotidiennement aux gestionnaires de portefeuille et de risque ;
- mensuellement au comité de gestion de l'actif et du passif ; et
- trimestriellement au comité de gestion des risques de la direction et du conseil.

La gestion du risque de marché comprend : la gestion du risque de taux d'intérêt, de change étranger et de liquidité.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations de taux d'intérêt sur les résultats et la valeur économique de la Banque.

Outre l'analyse du portefeuille de négociation, la section portant sur le risque structurel détaille la gestion globale du risque de taux d'intérêt telle que pratiquée par la Banque.

Risque de change étranger

Le risque de change étranger correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations des cours du change sur les résultats et la valeur économique de la Banque.

La position en change étranger de la Banque provient des produits et services en devises autres qu'en dollars canadiens offerts par la Banque à ses clients. Les positions de change proviennent également des activités d'arbitrage. Le contrôle du risque implique donc que les positions non couvertes soient maintenues et gérées de façon à profiter des fluctuations à court terme des marchés, d'où l'établissement de limites globales, révisées annuellement, qui spécifient le risque maximum que la Banque est prête à supporter compte tenu de ses activités.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est la perte que subirait la Banque si elle ne disposait pas, au moment approprié, des liquidités nécessaires pour respecter tous ses engagements de sorties de fonds, que ceux-ci soient inscrits ou non au bilan.

La gestion des liquidités garantit à la Banque et à ses filiales que des fonds seront disponibles pour faire face à tous ses engagements. Une gestion efficace des liquidités est essentielle pour maintenir la confiance du marché et protéger le capital de la Banque : elle est en effet au cœur de la gestion de l'actif et du passif. La Banque assure un suivi quotidien des liquidités et met en œuvre une politique prudente de gestion des liquidités qui lui garantit qu'elle respecte en tout temps ses engagements. Elle porte une attention particulière aux échéances de dépôts et de prêts ainsi qu'aux disponibilités et aux exigibilités de fonds, tout en respectant les exigences statutaires qui s'appliquent à elle et à ses filiales. La Banque veille à constituer un volume stable de dépôts de base en provenance des particuliers et des courtiers de dépôts, ainsi qu'à s'assurer de la diversification de ses sources de financement (par client, type de dépôt, marché et échéance) à l'aide d'un certain nombre de contrôles et de limites. Le recours au marché des capitaux, par l'émission de capitaux propres ou de titres de dette à court terme, constitue une partie du financement. La titrisation d'éléments d'actif offre également une possibilité de financement supplémentaire au moyen de la vente d'éléments d'actif. La Banque assure aussi la surveillance constante de ses besoins opérationnels. Elle veille notamment à évaluer et à prévoir ses engagements et à s'assurer qu'un minimum d'actifs liquides de qualité soit immédiatement disponible pour parer à toute éventualité. Un plan de contingence est aussi mis en place selon une approche de scénarios prévoyant des mesures qui assurent la Banque qu'elle pourrait s'acquitter de ses obligations dans l'éventualité d'une situation de pression extrême sur la liquidité.

Méthodes d'évaluation et d'encadrement des risques de marchés (de taux d'intérêt et de change étranger)

L'évaluation des risques de marchés à la Banque Laurentienne repose sur la combinaison de deux groupes de mesures donnant lieu à un encadrement :

- la valeur à risque [VAR] et la mise en application de scénarios chocs ; et
- des limites dites « nominales » (en diverses mesures de sensibilité) qui permettent d'encadrer les risques qui ne seraient pas saisis par les mesures de VAR et de scénarios.

La valeur à risque

Les techniques d'analyse, de quantification et de gestion des risques des marchés financiers ont évolué à un rythme extrêmement rapide au cours des dernières années. Aussi la Banque a-t-elle entrepris l'implantation d'une structure de gestion et de suivi des risques de marché qui inclut le recours à la méthodologie VAR pour l'ensemble de ses portefeuilles de trésorerie.

La méthode retenue, qui prend implicitement en compte les corrélations entre les différents marchés, est celle des simulations historiques. Elle repose sur les principes suivants :

- la constitution d'un historique des paramètres de marché représentatifs des risques encourus par la Banque ;
- la détermination de 300 scénarios correspondant aux variations observées en un jour ;
- la déformation des paramètres du jour en fonction des 300 scénarios ; et
- la réévaluation des positions du jour sur la base de ces 300 déformations des conditions de marché.

La valeur à risque à 99 % correspond au plus grand risque obtenu après élimination de 1 % des observations les plus défavorables : sur 300 observations, elle correspond au troisième plus grand risque constaté.

Une valeur à risque globale est calculée pour l'ensemble des activités des marchés financiers. Des valeurs à risque sont également calculées par type de portefeuille et par type de produit. Parallèlement au modèle de valeur à risque, des scénarios de test sont calculés en fonction des produits et déterminés à partir de l'analyse des données antérieures.

3. GESTION DU RISQUE STRUCTUREL

Le risque structurel correspond à l'incidence potentielle défavorable des fluctuations des taux d'intérêt sur les résultats et la valeur économique de la Banque. Ce risque est dû principalement aux différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des éléments du bilan et hors bilan, ainsi qu'aux options imbriquées dans certains produits bancaires, notamment les clauses de rachat par anticipation et les engagements hypothécaires.

La gestion du risque structurel nécessite le suivi rigoureux de quatre groupes de portefeuilles distincts :

- les opérations bancaires de la clientèle de la Banque, qui sont affectées par les choix des clients, les produits offerts et les politiques de tarification selon les termes ;
- les activités de placement constituées de titres négociables et de financement institutionnel regroupés dans les portefeuilles de liquidités primaires, secondaires, et dans le portefeuille de positionnement ;
- les activités de négociation de titres, qui sont évaluées chaque jour à leur juste valeur marchande selon l'évolution des taux ; et
- un portefeuille de couverture qui permet à la Banque de contenir le risque global lié aux taux d'intérêt à l'intérieur des limites strictes de balises internes.

La gestion dynamique et bien contrôlée du risque structurel vise la maximisation de la rentabilité de la Banque et la préservation de la valeur économique de l'avoir des actionnaires. Afin d'atteindre cet objectif, divers instruments de trésorerie et instruments dérivés, dont principalement les swaps de taux d'intérêt, les contrats à terme normalisés et les options, sont utilisés pour modifier les caractéristiques de taux d'intérêt des instruments sous-jacents au bilan et pour couvrir le risque inhérent aux options imbriquées dans les produits de prêts et de dépôts.

Le risque structurel est géré globalement par le comité de gestion de l'actif et du passif, en conformité avec la politique de gestion des risques structurels établie par le conseil d'administration. Cette politique définit des plafonds relatifs à l'appréciation du risque lié au revenu et du risque de valeur économique. Ces plafonds de risque sont calculés en simulant l'impact d'un mouvement parallèle immédiat et soutenu de 100 points de base des taux pour toutes les échéances.

Le risque lié à la valeur économique mesure l'incidence défavorable nette sur la valeur actualisée de l'actif et du passif figurant au bilan et hors bilan.

Le risque lié au revenu mesure l'incidence défavorable sur le revenu net d'intérêt des fluctuations des taux d'intérêt au cours des 12 prochains mois. Les positions des portefeuilles sont revues chaque semaine par le comité de gestion de l'actif et du passif, qui a la responsabilité d'établir le positionnement de la Banque en regard des mouvements anticipés des taux d'intérêt et de recommander la couverture de tout risque de taux non désiré ou imprévu. De plus, des rapports de suivi des limites sont présentés trimestriellement au comité de gestion des risques de la direction et du conseil. La gestion du risque structurel se fait à partir d'un relevé hebdomadaire des écarts. La position de la Banque en matière de sensibilité aux taux d'intérêt au 31 octobre 2003 est présentée à la note 21 des états financiers consolidés. L'écart net de sensibilité d'un an et moins s'établit à 0,1 milliard \$, soit 0,6 % de l'actif total consolidé. Pour assurer une saine gestion du risque structurel, la direction procède à des analyses de simulation sur le revenu net et sur la valeur économique de l'avoir des actionnaires ordinaires. Ces simulations, qui couvrent une période de 24 mois, sont réalisées à partir des données du relevé des écarts de retarification et selon divers scénarios de taux d'intérêt. L'un des principaux exercices de simulation consiste à soumettre le bilan de la Banque à un mouvement à la hausse soudain et soutenu de 1 % des taux d'intérêt. Au 31 octobre 2003, une majoration immédiate et soutenue de 1 % des taux d'intérêt de tous les portefeuilles aurait ainsi entraîné une hausse d'environ 2,7 millions \$ du revenu net avant impôts sur les 12 mois suivants et aurait eu un impact de 39,8 millions \$ sur la valeur économique de l'avoir des actionnaires ordinaires. Ces résultats reflètent une gestion qui tire parti des mouvements des taux d'intérêt à court terme et à long terme, tout en maintenant la sensibilité à ces fluctuations bien en deçà des plafonds fixés par le conseil d'administration.

4. RISQUE LIÉ À LA GESTION DU CAPITAL

Le risque lié à la gestion du capital correspond à l'incidence éventuelle défavorable pour l'institution de ne pas maintenir un capital adéquat pour soutenir ses opérations.

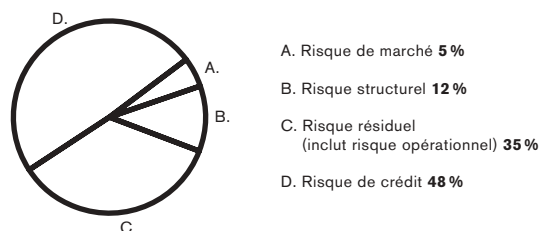
Le capital de la Banque se compose des actions ordinaires, des bénéfiques non répartis, des actions privilégiées, des débetures subordonnées et d'une part des actionnaires sans contrôle dans une filiale. Le capital est un facteur important pour évaluer le niveau de sécurité et de solidité de la Banque par rapport à l'ensemble des risques liés à ses activités. La gestion serrée du capital contribue à sa rentabilité puisque celui-ci est alloué aux secteurs clés pour lesquels on a défini des objectifs et des critères de rentabilité précis. La Banque vise à conserver un niveau optimal de capital qui puisse soutenir ses activités tout en générant pour ses actionnaires un rendement concurrentiel et intéressant, compte tenu des normes de l'industrie et de son profil de risque propre. Elle a pour politique de maintenir ses ratios de capital statutaire à un niveau semblable à celui de l'industrie et conforme aux règles définies par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF). Des rapports de suivi des ratios de capital statutaire sont présentés trimestriellement au comité de gestion des risques de la direction et du conseil.

Capital économique

La Banque continue d'améliorer son modèle de capital économique. Cette méthodologie permet de regrouper et de gérer les diverses composantes du risque afin de calculer la perte maximale que la Banque ou un secteur d'activité pourrait subir avec un degré de confiance prédéterminé et pour une période de temps définie. Ce processus vise à définir l'élément risque dans le rapport risque-rendement, lequel contribue à évaluer le profit économique et l'augmentation de la valeur de l'avoir des actionnaires. Les axes de développement visent une meilleure couverture des risques et la validation permanente des paramètres du modèle.

Le graphique suivant illustre la répartition du capital économique total par type de risque.

Répartition du capital économique total par type de risque



Nouvel accord de Bâle

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire élabore présentement un nouvel accord (le « Nouvel accord de Bâle ») qui :

- reposera sur trois piliers plutôt qu'un seul :
 1. les exigences minimales ;
 2. un cadre de surveillance ; et
 3. la divulgation financière ;
- tiendra compte des risques réels de la Banque plus que l'accord initial ; et
- permettra de choisir entre trois méthodes d'une sensibilité croissante à l'égard du risque, pour la mesure du risque de crédit et du risque opérationnel.

La Banque appuie cette évolution et collabore étroitement avec les organismes de réglementation à la mise au point des aspects du Nouvel accord de Bâle.

Au cours de l'exercice 2003, la Banque a participé au troisième sondage quantitatif (OIS3) du Comité de Bâle, ce qui lui a permis de déterminer la méthode de calcul du capital réglementaire la plus avantageuse pour ses actionnaires. En vue de l'implantation du Nouvel accord de Bâle, prévue pour le mois de novembre 2006, la Banque a mis sur pied un groupe de travail qui fera rapport trimestriellement sur l'avancement du projet aux membres du comité de gestion des risques de la direction et du conseil.

5. GESTION DU RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel résulte d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable à des procédures, à des personnes, à des systèmes internes ou à des événements extérieurs.

La politique de gestion du risque opérationnel, modifiée en janvier 2003, décrit le cadre de gestion du risque opérationnel et définit les rôles et responsabilités des divers intervenants. D'une part, les gestionnaires sont responsables de la gestion quotidienne du risque opérationnel. D'autre part, le service de gestion du risque opérationnel a pour mission de développer des politiques appropriées, de recueillir les données relatives aux pertes opérationnelles, d'assister les gestionnaires dans l'identification des risques opérationnels et l'évaluation de la fréquence et de l'impact potentiel de ces risques, de maintenir un cadre de gestion du risque opérationnel qui inclut un cadre de gestion de l'information et de la sécurité, de coordonner le plan de continuité des opérations et de préparer des rapports trimestriels pour présentation au comité de gestion du risque opérationnel et au comité de gestion des risques de la direction et du conseil. À cette fin, les politiques suivantes ont été adoptées : la politique de gestion du risque d'impartition, la politique de gestion sur la sécurité de l'information, la politique sur la protection des renseignements personnels, la politique en matière de recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités de terrorisme, et la politique de gestion du risque de responsabilité professionnelle.

Le service de gestion du risque opérationnel a de plus créé une base de données d'événements de pertes opérationnelles et un programme d'auto-évaluation des risques et des contrôles. Toutes les activités de la Banque sont regroupées par grands processus d'affaires et chaque processus fait l'objet d'un atelier intersectoriel au cours duquel les risques opérationnels reliés au processus sont évalués quant à leur fréquence et à leur impact, et les contrôles afférents sont identifiés. Le programme a pour objectif d'établir le tableau de bord des risques opérationnels et de refléter l'efficacité des contrôles en place.

6. GESTION DU RISQUE RÉGLEMENTAIRE

Le risque réglementaire découle du risque lié au défaut par la Banque de se conformer aux lois, aux règles, aux règlements, aux pratiques établies ou aux normes déontologiques en vigueur. La politique en matière de conformité décrit le programme de conformité et définit les rôles et responsabilités des divers intervenants. Le programme de conformité inclut l'ensemble des exigences réglementaires qui ont un impact jugé important sur les activités de la Banque et qui sont contenues dans les programmes de conformité sectoriels, ainsi que les mandats, échéanciers et rapports de conformité.

Les rapports de conformité sont présentés au chef de la direction, au comité de gestion des risques de la direction puis au comité de vérification du conseil d'administration.

Rétrospective – Bilan consolidé

Aux 31 octobre

En milliers de dollars	2003	2002	2001	2000	1999	Variation annuelle moyenne 03/99
ACTIF						
Liquidités						
Encaisse et montants à recevoir d'autres institutions financières sans intérêt	100 001 \$	168 726 \$	82 231 \$	83 130 \$	92 083 \$	2 %
Dépôts à d'autres institutions financières, portant intérêt	622 923	264 972	93 679	167 904	21 005	133
Chèques et autres effets en transit, montant net	111 809	19 973	8 437	29 177	–	s.o.
	834 733	453 671	184 347	280 211	113 088	65
Valeurs mobilières						
Émises ou garanties par le Canada	1 497 689	1 584 820	1 432 946	822 894	996 776	11
Émises ou garanties par des provinces et des corps municipaux	1 025 828	1 114 427	650 685	428 946	802 627	6
Autres valeurs mobilières	547 359	350 810	237 630	136 620	136 272	42
	3 070 876	3 050 057	2 321 261	1 388 460	1 935 675	12
Actifs achetés en vertu d'ententes de revente						
	882 036	869 830	649 671	638 400	917 710	(1)
Prêts						
Personnels	3 646 070	3 865 455	3 532 655	2 863 333	2 418 210	11
Hypothécaires résidentiels et commerciaux	5 979 229	7 601 671	7 880 870	6 977 955	6 164 441	(1)
Commerciaux et autres	1 571 491	1 872 901	2 159 752	1 783 173	1 466 230	2
	11 196 790	13 340 027	13 573 277	11 624 461	10 048 881	3
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(163 177)	(217 881)	(133 512)	(115 661)	(106 019)	11
	11 033 613	13 122 146	13 439 765	11 508 800	9 942 862	3
Autres						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	235 286	332 077	336 292	244 586	116 248	19
Immobilisations	114 479	160 597	178 766	164 914	157 104	(8)
Autres éléments d'actif	566 745	607 238	585 722	515 947	461 127	5
	916 510	1 099 912	1 100 780	925 447	734 479	6
	16 737 768 \$	18 595 616 \$	17 695 824 \$	14 741 318 \$	13 643 814 \$	5 %
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES						
Dépôts						
Particuliers	10 508 592 \$	12 007 957 \$	11 519 743 \$	10 202 957 \$	8 021 908 \$	7 %
Entreprises et autres	2 784 357	2 960 317	2 998 294	2 036 094	2 447 629	3
	13 292 949	14 968 274	14 518 037	12 239 051	10 469 537	6
Autres						
Chèques et autres effets en transit, montant net	–	–	–	–	7 587	(100)
Engagements afférents à des actifs vendus à découvert ou en vertu d'ententes de rachat	1 142 909	1 308 882	877 158	619 264	1 698 612	(9)
Acceptations	235 286	332 077	336 292	244 586	116 248	19
Autres éléments de passif	751 484	716 907	741 921	629 412	453 841	13
	2 129 679	2 357 866	1 955 371	1 493 262	2 276 288	(2)
Débitures subordonnées	400 000	400 000	400 000	346 833	284 600	9
Part des actionnaires sans contrôle dans une filiale	41 827	47 106	42 683	–	–	s.o.
Avoir des actionnaires						
Capital-actions						
Actions privilégiées	200 000	200 400	160 400	160 400	160 400	6
Actions ordinaires	246 813	246 230	234 240	167 042	167 042	10
Bénéfices non répartis	426 500	375 740	385 093	334 730	285 947	11
	873 313	822 370	779 733	662 172	613 389	9
	16 737 768 \$	18 595 616 \$	17 695 824 \$	14 741 318 \$	13 643 814 \$	5 %

Rétrospective – États consolidés des résultats

Pour les exercices terminés les 31 octobre

	2003	2002	2001	2000	1999	Variation annuelle moyenne 03/99
En milliers de dollars, sauf les montants par action						
Prêts	870 519 \$	887 268 \$	1 005 061 \$	835 759 \$	696 732 \$	6 %
Valeurs mobilières	76 502	73 341	66 284	70 181	70 673	2
Dépôts à d'autres institutions financières	11 658	5 022	8 243	5 712	7 414	12
Revenu d'intérêt	958 679	965 631	1 079 588	911 652	774 819	5
Dépôts et autres éléments de passif	587 711	591 905	680 035	605 281	521 736	3
Débitures subordonnées	27 742	27 750	34 395	27 475	22 546	5
Frais d'intérêt	615 453	619 655	714 430	632 756	544 282	3
Revenu net d'intérêt	343 226	345 976	365 158	278 896	230 537	10
Provision pour pertes sur prêts	54 000	111 000	35 000	25 000	18 700	30
	289 226	234 976	330 158	253 896	211 837	8
Autres revenus	286 720	254 443	265 641	211 777	212 734	8
	575 946	489 419	595 799	465 673	424 571	8
Salaires et avantages sociaux	204 944	198 694	212 878	177 147	162 935	6
Frais de locaux et technologie	128 982	120 140	115 829	96 641	90 319	9
Autres	107 854	88 499	116 736	79 539	91 247	4
Frais autres que d'intérêt	441 780	407 333	445 443	353 327	344 501	6
Revenu avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	134 166	82 086	150 356	112 346	80 070	14
Impôts sur le revenu	38 659	32 424	57 610	30 686	24 400	12
Revenu avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	95 507	49 662	92 746	81 660	55 670	14
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	3 640	5 318	2 041	–	–	s.o.
Revenu net	91 867 \$	44 344 \$	90 705 \$	81 660 \$	55 670 \$	13 %
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur le revenu y afférents	13 943 \$	15 058 \$	13 530 \$	13 932 \$	13 386 \$	1 %
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	77 924 \$	29 286 \$	77 175 \$	67 728 \$	42 284 \$	17 %
Dividendes sur actions ordinaires	27 164 \$	26 854 \$	24 098 \$	18 945 \$	18 540 \$	10 %
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	23 416	23 095	22 710	20 154	20 151	4 %
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation après dilution (en milliers)	23 457	23 288	22 896	20 224	20 303	4 %
Par action ordinaire:						
Revenu net						
– de base	3,33 \$	1,27 \$	3,40 \$	3,36 \$	2,10 \$	12 %
– dilué	3,32 \$	1,26 \$	3,37 \$	3,35 \$	2,08 \$	12 %
Dividendes	1,16 \$	1,16 \$	1,06 \$	0,94 \$	0,92 \$	6 %
Valeur comptable	28,73 \$	26,57 \$	27,08 \$	24,90 \$	22,48 \$	6 %
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires	12,4 %	4,8 %	13,1 %	14,4 %	9,6 %	
En pourcentage de l'actif moyen						
Revenu net d'intérêt	1,85 %	1,86 %	2,13 %	1,94 %	1,79 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,29	0,60	0,20	0,17	0,14	
Autres revenus	1,55	1,37	1,55	1,47	1,65	
Frais autres que d'intérêt	2,38	2,19	2,59	2,46	2,67	
Impôts sur le revenu	0,21	0,17	0,35	0,21	0,20	
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	0,02	0,03	0,01	–	–	
Revenu net	0,50	0,24	0,53	0,57	0,43	
Dividendes sur actions privilégiées	0,08	0,08	0,08	0,10	0,10	
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	0,42 %	0,16 %	0,45 %	0,47 %	0,33 %	
Actif moyen (en millions de dollars)	18 548 \$	18 570 \$	17 176 \$	14 377 \$	12 914 \$	9 %
Nombre d'employés en équivalent temps plein	3 159	3 730	3 884	3 481	3 236	(1)%
Nombre de succursales	155	214	230	204	203	(7)%
Nombre de guichets automatiques	284	351	360	315	326	(3)%

Faits saillants trimestriels

En milliers de dollars, sauf les montants par action (non vérifiés)

2003

2002

	Trimestres terminés les				Trimestres terminés les			
	31 oct.	31 juil.	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juil.	30 avril	31 janv.
Revenu d'intérêt	235 488 \$	247 357 \$	235 753 \$	240 081 \$	237 913 \$	250 373 \$	236 244 \$	241 101 \$
Frais d'intérêt	152 409	159 438	151 137	152 469	155 792	160 850	149 425	153 588
Revenu net d'intérêt	83 079	87 919	84 616	87 612	82 121	89 523	86 819	87 513
Provision pour pertes sur prêts	11 000	16 000	16 000	11 000	11 000	10 000	80 000	10 000
	72 079	71 919	68 616	76 612	71 121	79 523	6 819	77 513
Autres revenus	117 765	55 856	53 089	60 010	53 172	60 662	66 800	73 809
Frais autres que d'intérêt	125 839	109 342	102 023	104 576	96 171	101 682	101 637	107 843
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	64 005	18 433	19 682	32 046	28 122	38 503	(28 018)	43 479
Impôts sur le revenu (récupération)	12 533	7 281	7 781	11 064	11 108	15 209	(11 069)	17 176
Revenu (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	51 472	11 152	11 901	20 982	17 014	23 294	(16 949)	26 303
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	751	893	920	1 076	1 146	1 311	1 422	1 439
Revenu (perte) net(te)	50 721 \$	10 259 \$	10 981 \$	19 906 \$	15 868 \$	21 983 \$	(18 371) \$	24 864 \$
En pourcentage de l'actif moyen								
Revenu net d'intérêt	1,79 %	1,87 %	1,86 %	1,88 %	1,76 %	1,86 %	1,88 %	1,95 %
Provision pour pertes sur prêts	0,24 %	0,34 %	0,35 %	0,24 %	0,24 %	0,21 %	1,74 %	0,22 %
Autres revenus	2,53 %	1,19 %	1,17 %	1,29 %	1,14 %	1,26 %	1,45 %	1,65 %
Frais autres que d'intérêt	2,71 %	2,32 %	2,25 %	2,25 %	2,06 %	2,11 %	2,21 %	2,41 %
Revenu (perte) net(te)	1,09 %	0,22 %	0,24 %	0,43 %	0,34 %	0,46 %	(0,40)%	0,55 %
Revenu (perte) net(te) attribuable aux actionnaires ordinaires	1,02 %	0,14 %	0,17 %	0,35 %	0,26 %	0,38 %	(0,48)%	0,47 %
Actif moyen (en millions de dollars)	18 446 \$	18 671 \$	18 628 \$	18 449 \$	18 505 \$	19 115 \$	18 897 \$	17 775 \$
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires	29,5 %	4,3 %	4,9 %	10,3 %	7,8 %	12,0 %	(14,4)%	13,5 %
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	23 426	23 413	23 412	23 411	23 376	23 132	22 969	22 898
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation après dilution (en milliers)	23 465	23 452	23 453	23 460	23 439	23 289	22 969	23 155
Par action ordinaire								
Revenu (perte) net(te)								
– de base	2,02 \$	0,29 \$	0,32 \$	0,70 \$	0,52 \$	0,79 \$	(0,95)\$	0,91 \$
– dilué(e)	2,01 \$	0,29 \$	0,32 \$	0,70 \$	0,52 \$	0,78 \$	(0,95)\$	0,90 \$
Dividendes	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$	0,29 \$
Valeur comptable	28,73 \$	27,01 \$	27,01 \$	26,98 \$	26,57 \$	26,36 \$	25,91 \$	27,16 \$
Cours de l'action – Clôture	27,75 \$	26,00 \$	27,00 \$	25,95 \$	28,08 \$	28,80 \$	31,30 \$	36,14 \$
Dividendes								
Actions privilégiées et impôts afférents	3 466 \$	3 497 \$	3 422 \$	3 558 \$	3 786 \$	3 766 \$	3 540 \$	3 966 \$
Actions ordinaires	6 795 \$	6 789 \$	6 790 \$	6 790 \$	6 788 \$	6 768 \$	6 646 \$	6 652 \$
En millions de dollars								
Actif total (fin de période)	16 737,8 \$	18 609,3 \$	18 677,2 \$	18 582,3 \$	18 595,6 \$	19 179,0 \$	19 093,4 \$	18 013,0 \$
Actif total pondéré par le risque	8 410,5 \$	9 244,5 \$	9 432,2 \$	9 210,2 \$	9 276,5 \$	9 384,6 \$	9 637,8 \$	9 569,8 \$
Capital de première catégorie	861,1 \$	828,5 \$	831,5 \$	830,6 \$	820,3 \$	811,8 \$	788,9 \$	817,8 \$
Capital total	1 279,9 \$	1 256,3 \$	1 256,2 \$	1 239,2 \$	1 249,4 \$	1 244,2 \$	1 215,9 \$	1 243,0 \$
Ratios de capital								
Première catégorie	10,2 %	9,0 %	8,8 %	9,0 %	8,8 %	8,7 %	8,2 %	8,6 %
Capital total	15,2 %	13,6 %	13,3 %	13,5 %	13,5 %	13,3 %	12,6 %	13,0 %
Levier financier	13,1 x	14,9 x	15,0 x	15,1 x	15,0 x	15,5 x	15,8 x	14,6 x